

Robert FOSSAERT  
Économiste [macrosociologie]

(2013)

# POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)  
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"  
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
**LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.**

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Robert Fossaert

**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE.**

Andresy, France, mai-septembre 2013, 46 pp. Texte inédit. Chicoutimi, Les Classiques des sciences sociales, août 2013.

[Autorisation formelle accordée par l'auteur, le 21 août 2013, de diffuser ce texte dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : [robert.fossaert@orange.fr](mailto:robert.fossaert@orange.fr)

Polices de caractères utilisée : Times New Roman 14 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

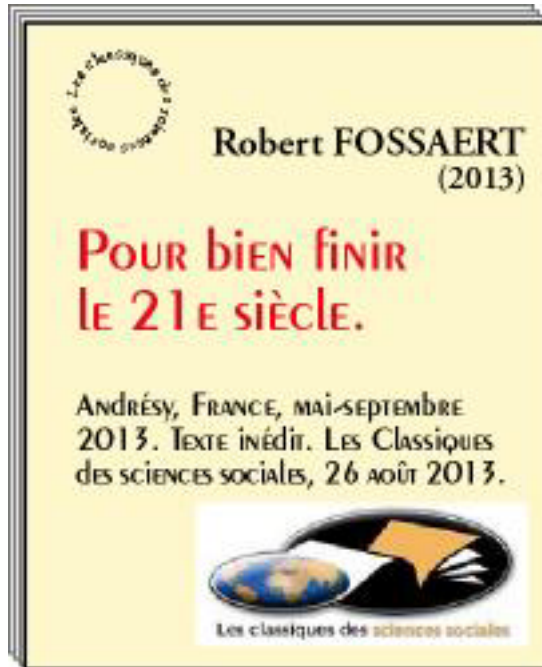
Mise en page sur papier format : LETTRE US), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 2 septembre 2013 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Robert Fossaert  
Économiste [macrosociologie]

## POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE



Andresy, France, mai-septembre 2013, 46 pp. Texte inédit. Chicoutimi, Les Classiques des sciences sociales, août 2013.

## Table des matières

### Avant-propos

- (1) Des Terriens par milliards
- (2) Sur l'avenir des guerres
- (3) Mort et renaissance du dollar
- (4) Les sept enveloppes de la Terre
- (5) La Chine m'intrigue
- (6) Un tournoi mondial : FMN contre États
- (7) Les USA découvriront-ils le monde ?
- (8) Le BRICS n'est pas un bricolage
- (9) USA-CHINE : la difficile invention de la paix
- (10) Quand l'Europe s'éveillera...
- (11) Les contorsions du système mondial
- (12) Une France fin de siècle...
- (13) La gloire des femmes
- (14) Les grandes eaux
- (15) 22, v'là l'vingt-deuxième siècle !

## POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE

### AVANT-PROPOS

[Retour à la table des matières](#)

Le 21<sup>e</sup> siècle n'a que treize ans, mais je lui ai déjà consacré cinq livres :

- en 2003, un « [Civiliser les États-Unis](#) », né de la sotte réaction de Bush aux attentats dits du 11/9 ;
- de 2005 à 2007, les deux volumes de « *L'Inventaire du 21<sup>e</sup> siècle* »

**[Tome I. La dynamique du système mondial.](#)**

**[Tome 2. Les principales transformations.](#)**

- suivis par « [L'Invention du 21<sup>e</sup> siècle](#) » ;
- et en 2011, enfin, « *Trois essais* » respectivement consacrés à « [L'automne américain](#) », à « [L'été chinois](#) » et à « [L'hiver européen](#) ».

Comme tous mes écrits, ces textes sont librement téléchargeables sur le site canadien : « **Les Classiques des Sciences Sociales** » : [URL](#).

\* \* \*

À peine adolescent, le 21<sup>e</sup> siècle a déjà manifesté une telle originalité que son analyse a pu être déployée de la sorte, sans redites. Mais, plutôt que d'ajouter de nouveaux grains à ce long chapelet, je vais prendre le risque de raisonner à *l'envers*, c'est-à-dire de vaticiner sur ses principaux aspects, tels qu'on peut en supputer le développement durant les décennies prochaines. Je ne suis ni devin, ni prophète, donc je vais probablement progresser d'erreur en erreur. Mais l'utilité de ces erreurs sera d'aider le lecteur à mieux réfléchir, chemin faisant, sur la portée de ses actions.

Inaugurant ce siècle en détruisant les tours du *World Trade Center*, des Saoudiens armés de Boeing capturés en vol ont « obligé » les États-Unis à adjoindre à leurs croisades contre le communisme et la drogue, une équipée mondiale contre le « terrorisme », le tout sous les regards soigneusement distraits des « fidèles alliés » de l'OTAN et de l'asthénique ONU. Depuis lors, les États-Unis peinent à se désengluer d'un Moyen-Orient qui s'est enflammé; à se détourner d'un « printemps arabe » qui agite tout le nord de l'Afrique ; et à ne pas voir les désordres multiples du reste de l'Afrique. Sans savoir qu'y faire, ils assistent à l'énorme essor de la Chine et aux percées multiples du Sud (américain, asiatique et même africain).

Pour qui passe du politique à l'économique, la « mondialisation » en cours ne répond guère aux espérances étatsuniennes. Une crise financière ravage les banques-à-l'américaine en tous pays et anémie un dollar qui requiert sa dose *quotidienne* de milliards secourables. Le libre échange tant espéré progresse à pas de géants, au gré de multinationales souvent apatrides. De ci de là, les regains du capitalisme d'État prennent de l'ampleur. Un chômage multiforme et récurrent ravive certains protectionnismes. Le « consensus de Washington », cher aux ânes bâtés de la haute banque (internationale ou non) est mort avec le 20<sup>e</sup> siècle, sans héritier.

Le troisième pilier de la vie sociale autour duquel s'entortillent les idéologies de toute sorte vacille lui aussi. Pas seulement parce qu'un nouveau pape peine à réactiver un catholicisme noyé dans une chrétienté divagante; combattu par un islam actif autant que divers; surclassé par des bouddhismes et d'autres dires religieux plus tard venus. La diffusion mondiale des savoirs scolaires ou banals, enrichis de tra-

vaux scientifiques, techniques, juridiques et de dizaines d'autres variantes dûment appareillées, avive certes les esprits qui pensent vraiment. Mais, présentement, l'essentiel se joue ailleurs, parce que la croûte terrestre, déjà ceinte d'une atmosphère qui devient la poubelle de toutes les industries est désormais cernée par tout un tapis de messages numériques provenant de partout et communiquant à tout un chacun, un flux incessant de dires, d'images et d'autres « idées ».

Économies en désordre, politiques aberrantes, idéologies titubantes : le système mondial est en grand désordre, en ce début de 21<sup>e</sup> siècle.



**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE****(1)**

---

**Des Terriens par milliards**

[Retour à la table des matières](#)

Pour qui centre son attention sur le peuplement de la Terre, le 21<sup>e</sup> siècle est celui des « milliards d’hommes ». Les hominidés qui se sont séparés des autres espèces animales ont mis une bonne cinquantaine de millénaires avant que leurs descendants, simultanément en vie, aient atteint **1** (un) premier milliard - lequel était évidemment éparpillé et n’est devenu « évaluable » qu’au prix de tardives estimations. Les meilleures sources aujourd’hui disponibles <sup>1</sup> situent ce niveau vers 1800, c’est-à-dire à l’orée du 19<sup>e</sup> siècle. Le second milliard a été atteint vers ma naissance <sup>2</sup> et le sixième fut quelque peu dépassé quand s’acheva le 20<sup>e</sup> siècle. La dernière estimation sérieuse, publiée à ce jour, situe le franchissement de la ligne des **7** milliards vers octobre 2011. Mais que dire de la suite ?

Donc, la population mondiale a été quasiment quadruplée au cours d’un vingtième siècle pourtant scandé par de puissantes révolutions sociales et de longues guerres que l’industrie a rendues de plus en plus ravageuses, cependant qu’en Asie et en Afrique où vivent les trois quarts de cette population, les épidémies ont sans doute été un peu

---

<sup>1</sup> ONU, *Population Reference Bureau* américain, INED français, etc.

<sup>2</sup> Qui date de 1927. Je note ce détail pour inviter chaque lecteur à évaluer grossièrement l’effectif de ses contemporains, ce qui l’aidera à prendre la mesure du mouvement démographique, sa vie durant.

mieux endiguées que celles du passé, tandis que les famines locales se sont renouvelées, mais de façon peut-être plus brève. En fait, des novations majeures ont considérablement allongé l'espérance de vie des humains, non point de façon uniforme en tous pays et chaque année, mais en moyenne. Cas par cas, les « pyramides démographiques » qui empilent les vivants d'un même pays selon leur année de naissance, montrent des échancrures très diverses d'un pays à l'autre, mais leur résultante globale n'est pas douteuse.

Les démographes adjoignent à leurs évaluations rétrospectives des hypothèses prospectives pour l'établissement desquelles une théorie dominante s'est dessinée, tant pour expliciter la grande enflure du 20<sup>e</sup> siècle, que son tournant rapide vers une quasi-stagnation qui paraît désormais possible. Je reprends, ici, cette explication synthétique que je crois pertinente <sup>3</sup>, mais que j'accentue à ma façon. Je pense, en effet, que bon an mal an les soins alimentaires et sanitaires aux enfants et aux mères ont allongé la durée de vie des humains, cependant que la désuétude des traditions patriarcales a émancipé peu à peu les femmes, en favorisant les précautions anti-conceptionnelles, en libérant le recours à l'avortement, et surtout en étendant leurs activités hors le logis familial. Faire des femmes « des hommes comme les autres » schématise cet ensemble d'actions – et souvent même de luttes – qui deviennent de plus en plus contagieuses, de par le monde.

Dans cette perspective, on peut s'attendre à ce que le 21<sup>e</sup> siècle s'achève sur une population mondiale comprise entre 8 et 9 milliards, si ce n'est plus. Cette hypothèse n'est pas à juger à quelques centaines de millions de Terriens près, car son implication majeure est que l'émancipation féminine se poursuivra et même s'accélérera. D'où résulteront de lourdes conséquences touchant à maints aspects des structures sociales, dans la plupart des régions du monde, mais non dans toutes, ni partout au même rythme. L'agencement des familles et de leurs substituts sera de plus en plus varié. Les formations scolaires et professionnelles s'étaleront au long de vies actives généralement allongées et scandées en périodes nettement plus diversifiées que dans l'actuel standard « occidental ». <sup>4</sup> La géographie de ces activités sou-

---

<sup>3</sup> Estimation globale de juin 2012, dûe au Département des Affaires Sociales de l'ONU.

<sup>4</sup> Enfance, scolarité, métier et retraite.

vent itinérantes se diversifiera et s'accompagnera de flux migratoires variables. L'ajustement des structures administrativo-politiques à la dispersion et à l'émiettement des familles modifiera la gamme des « pouvoirs établis », ainsi que leurs inter-relations. Peu à peu, la ductilité de cultures plus ou moins déracinées ou émergentes et mille autres aspects de la vie économique, politique et idéologique (= culturelle) des humains se transformera. Tel sera le tableau, de plus en plus mobile, d'un monde qui « va changer de base ».

L'important n'est pas de supputer l'histoire et la géographie des glissements et mutations à attendre, ni même de s'interroger hypothétiquement sur l'avenir de l'industrie, l'expansion novatrice de l'agriculture, les nouveaux nœuds du commerce et de la finance, ou sur l'émergence d'arts, de savoirs et de savoir-faire nouveaux. Il s'agit d'apprendre à inventer un avenir qui ne soit ni le retour d'un passé rêvé, ni le bâti à frais nouveaux de sociétés idylliques. De plus en plus, il naîtra d'un travail incessant de démontage, remontage ou rénovation de l'existant. L'efficacité dudit travail sera grande, si elle libère des ressources humaines mal employées, voire inemployées. En effet, les réserves principales à mettre en mouvement sont celles que nos sociétés récentes ou présentes n'ont pas encore su mobiliser : non seulement les femmes encore asservies par des coutumes archaïques, mais aussi, dans toute leur variété concrète, les masses d'inactifs, d'ignorants, d'illettrés et tous autres humains contraints <sup>5</sup>, c'est-à-dire enfermés dans une quotidienneté misérable. Pour libérer ainsi les nécessaires de toute sorte, il faudra évidemment « faire payer les riches » », bien au delà des ressources financières à canaliser utilement, afin de mobiliser un maximum de porteurs de capacités diverses. Et, pour bien comprendre mon propos, il faut savoir – j'y insiste – qu'il émane d'un athée sourd à tous les discours « religieux »; d'un économiste méfiant à l'égard des richesses monétaires; et d'un militant sans orthodoxie. Car il faut, en toutes occasions, traiter sans illusions des choses économiques, politiques et idéologiques (= culturelles) sans jamais les disjoindre.

---

<sup>5</sup> Équivalents actuels des *adscripti glebae* et autres esclaves et serfs, naguère « attachés à la glèbe ».

**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE****(2)**

---

**Sur l'avenir des guerres**

[Retour à la table des matières](#)

Le 20<sup>e</sup> siècle a été riche en cette matière et, par la grâce de Bush (et de tout *l'EnE Defense* <sup>6</sup>), le 21<sup>e</sup> siècle a poursuivi sur cette lancée, en l'enrichissant de motifs et d'armements nouveaux. Je soutiendrai pourtant que ce siècle a de bonnes chances de prendre un tour moins déraisonnable.

Pour en juger, la première chose à faire est de bien calibrer les guerres qui déchirent le monde actuel ou couvent en plusieurs de ses régions géopolitiques. Les menaces urgentes se situent, semble-t-il, en Corée du Nord, en Israël, en Iran, etc., à moins qu'elles n'enflamment la majeure partie du Proche et Moyen-Orient, ou rayonnent, au cœur de l'Afrique, dans tout l'espace sahélien, saharien ou congolais. Ces conflits, manifestes ou latents, se succèdent en une gigue incessante, au point que l'on oublie les alertes cubaines ou vénézuéliennes de naguère et les décolonisations toujours inachevées. Plus graves sont assurément les litiges, sournois mais renaissants, entre Inde et Pakistan, et peut-être aussi ceux qui pointent en diverses parties du sud-est asiatique, sans oublier les déchirures dramatiques de l'ancien espace so-

---

<sup>6</sup> Que j'ai présenté dans « [L'automne américain](#) » disponible sur le site indiqué ci-avant.

viétique et des Balkans mal européenisés. Enfin, le tout est surplombé par « l'inévitable duel planétaire » entre Chine et USA dont tant de stratégies (professionnels ou auto-proclamés) dessinent les tenants et aboutissants, sans omettre aucune de ses « inévitables conséquences », étalées du Japon à l'Europe.

Mais ces guerres récurrentes ou attendues peinent à mûrir. En effet, plusieurs changements de grande portée se font sentir à leur rencontre. Le principal d'entre eux est la dissuasion nucléaire qui n'a cessé de se diffuser depuis Hiroshima.<sup>7</sup> Jointe à, la diversité des véhicules porteurs de telles armes et à l'immaturation des « boucliers » protecteurs, cette diffusion fait peser une menace latente sur de nombreux États, jusques et y compris les États-Unis dont le soutien à la « dénucléarisation » n'est jamais devenu crédible, faute d'un allègement (méthodique et prudent) de leur énorme stock d'armes nucléaires logées sur leur territoire ou ailleurs... Ainsi, dans le système mondial actuel, beaucoup d'États puissants y regardent à deux fois<sup>8</sup> avant d'enclencher une action guerrière qui pourrait dérapier vers quelque contrecoup nucléaire. De ce fait, les guerres ouvertes sont l'œuvre d'États de second ordre dans l'échelle des forces militaires, ou bien de grandes puissances se jugeant aptes à endiguer les contrecoups, à la manière d'une Russie « corrigeant » sa Tchétchénie, son ex-Géorgie, etc. ; ou d'États-Unis « disciplinant » l'un des (petits) États inclus dans l'OEA.<sup>9</sup>

Le « terrorisme » n'a pas la robuste simplicité d'une « dissuasion » née depuis moins d'un siècle, mais il constitue involontairement le second obstacle qui gêne la pleine maturation de nouvelles « grandes guerres ». En effet, il adjoint à la criminalité banale de trafics fort anciens (armes et drogues, piraterie, enlèvements, etc.) entremêlés de

---

<sup>7</sup> Les actuelles puissances nucléaires (États-Unis, Angleterre, France, Russie, Inde, Chine, Pakistan, Israël et Corée du Nord) pourraient être aisément rejointes par des nations industrielles comme le Japon ou l'Allemagne. Déjà l'Iran s'efforce de rejoindre ce groupe (informel). Demain, peut-être, le Brésil, l'Afrique du Sud et d'autres États pourraient s'y employer. Quelques pays, enfin, ont stocké des armes nucléaires ou tenté d'en construire, mais ont abandonné (durablement ?) cette visée.

<sup>8</sup> Y compris en faisant scruter par leurs *hackers* les armes et les plans de leurs adversaires potentiels et de leurs alliés officiels.

<sup>9</sup> Organisation groupant tous les États du continent Américain.

longue date avec les nobles activités de l'espionnage, des opportunités nouvelles dûes aux fidèles de diverses religions dont le zèle est réchauffé ou aux élans populaires contre d'anciens ennemis de toute sorte. Quand des conflits (locaux et mineurs) sont avivés par ces éventuels renforts, il arrive également que d'anciennes traditions de pillage et de traite soient réveillées, fut-ce pour nourrir les courants d'immigration clandestine vers des pays lointains. Parfois aussi, la modernité est mise à contribution, là où les commodités de la téléphonie et d'internet deviennent utilisables pour découvrir les manoeuvres préparées par les États agresseurs, voire même pour déjouer (un jour encore lointain ?) les opérations de leurs drones, ces avions sans pilote qui sont guidables de fort loin.

Cas par cas, un entortillement de plusieurs de ces pratiques peut prendre forme et infliger à des armées « classiques » d'une grande technicité de longs combats parfois couronnés par de rudes défaites. L'Afghanistan est devenu un exemple majeur à cet égard, quand les Russes oublieux des défaites anglaises du 19<sup>e</sup> siècle, s'y sont hasardés avant de se replier sans gloire et d'être bientôt relayés par d'imprudents Américains qui achèvent, aujourd'hui, leur piteux retrait. Un peu plus complexes, parce qu'elles ont été lancées contre des États assez bien assis dans des plaines et vallées d'accès commode, les incursions (plus ou moins « occidentales ») que les États-Unis ont risquées au cours des dernières décennies, en diverses parties du Proche et Moyen-Orient, ont finalement pris de semblables tournures.

Ainsi, deux obstacles majeurs inhibent aujourd'hui les potentiels de guerre industrielle qui se ont déployés, au 20<sup>e</sup> siècle, de Stalingrad à Berlin et de Singapour à Hiroshima : la dissuasion nucléaire face aux puissances assez bien assises et l'embourbement dans les marécages des régions mal étatisées. Cette situation ne préfigure pas la paix éternelle dont ont rêvé Kant et d'autres bons esprits du 18<sup>e</sup> siècle européen. Elle n'est pas durablement équilibrée, car les politiques foisonnantes des États et les initiatives multiformes des firmes « multinationales » qui s'ébrouent presque sans contrôle prolongent la « mondialisation » en cours, tandis qu'inventeurs et stratèges s'emploient à enrichir l'arsenal des drones, à créer d'autres armes « numériques » ou même à préparer des bases spatiales à vocation militaire. Mais, à l'échelle des toutes prochaines décennies, d'autres transformations riches d'effets novateurs viendront infléchir la structure du système

mondial d'une façon qui pourrait être bénéfique. On en jugera ci-après, en commençant par supputer l'avenir monétaire du monde et le devenir du sol terrestre, avant d'observer de plus près le rôle présent et futur des grandes firmes et des puissances politiques majeures. Tous examens au fil desquels, l'interrogation sur l'avenir des guerres ne sera jamais perdue de vue.

POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE

(3)

---

## Mort et renaissance du dollar

[Retour à la table des matières](#)

### *Avant-propos*

*Pour réfléchir utilement à l'avenir du \$, il faut se souvenir des péripéties monétaires majeures du 20<sup>e</sup> siècle, à savoir :*

- a) l'énorme endettement de la France et de la Grande-Bretagne, ainsi que la ruine de l'Allemagne, du fait de la guerre de 1914-18 ;*
- b) le traité de Versailles (1919) imposant à l'Allemagne des « réparations » excédant de beaucoup ses capacités, sottise dénoncée par Keynes, mais redoublée par la France qui essaiera vainement d'obtenir que les États-Unis proportionnent le remboursement des « dettes de guerre » [c'est-à-dire des crédits accordés à la France et à l'Angleterre] aux « réparations » effectivement reçues de l'Allemagne ;*
- c) une **B**anque des **R**èglements **I**nternationaux naîtra de ces tractations et cette BRI, installée à Bâle, deviendra ultérieurement le « club house » des banques centrales ;*



- d) *une conférence des gouvernements alliés qui se tint à Bretton Woods (USA) en 1944 refusa le **bancor** proposé par Keynes, comme monnaie gérée par un **Fonds Monétaire International** ;*
- e) *en 1945, ce FMI fera masse des réserves d'or de l'Europe exsangue , comme des riches États-Unis, puis des autres États du monde entier, pour financer les États impécunieux. Les membres du Fonds jouiront de droits de tirage (et de vote) au pro rata de leurs apports;*
- f) *sous la houlette des USA, le FMI aura un directeur général européen (ce sera souvent un Français) ; mais au début des années 1970, ce directeur sera le Hollandais Witteveen (sage disciple de Keynes) par les soins duquel furent créés des « droits de tirage spéciaux » (DTS) lorsque les hausses du prix du pétrole décidées par l'OPEP obligèrent le FMI à élargir ses crédits ;*
- g) *en 1999, la création d'un G20 groupant les 20 pays économiquement importants amorça une réorganisation du FMI par renforcement du poids des nouveaux grands (tels la Chine ou le Brésil) et par réduction corrélative du poids des petits pays, européens notamment ;*
- h) *mais cette réforme majeure, en principe acceptée par les 188 membres du FMI, n'a pas encore été soumise au Sénat américain, si bien que les États-Unis, toujours plus endettés, n'ont pas (encore ?) perdu leur capacité de blocage de celles des décisions du FMI qu'ils les jugent « déplaisantes » ; à suivre...*

[Les faits évoqués aux alinéas (b) à (e) ci-dessus sont remarquablement détaillés par **Liaqat Ahamed** dans « **Lords of Finance** » The Penguin Press, 2009]

\* \* \*

Le dollar américain souffre d'anémie grasseuse. Produit en masses croissantes pour « stimuler » une économie (locale et mondiale) en crise, ce \$ est lui-même de plus en plus vulnérable. Mais produit par

qui et comment ? Qui veut entrer dans le détail des finances américaines doit commencer par oublier les finances « à l'européenne » <sup>10</sup> parce que les États-Unis ne sont pas un État, **mais un tas d'États**, le tout fonctionnant avec des institutions fédérales complexes et des institutions locales et « régionales » <sup>11</sup> assez variées. Dire que le \$ est émis par la FED n'est qu'une approximation, car la FED centrale est une fédération de onze FED régionales couvrant tout le territoire étatsunien et pilotée par la principale d'entre elles, la FED new-yorkaise. En outre, cet ensemble hétéroclite n'est pas adossé à un Trésor unique, car chacun des 50 États gère ses ressources fiscales et ses comptes propres en recourant aux services d'une banque commerciale (de cet État ou de plus vaste envergure), tandis que l'État fédéral et ses agences plus ou moins autonomes font parfois de même pour leurs comptes propres, sinon pour leurs ressources fiscales qui dépendent du Budget fédéral. Arrivé là, il faudrait détailler les attributions du *US Department of Treasury*, véritable Ministère de l'Économie et des Finances, qui est censé gouverner tout ce système à l'aide d'agences multiples, mais au prix de maintes ingérences des commissions et sous-commissions de l'une ou l'autre des deux Chambres du Congrès.

En outre, l'émission de \$ dépend aussi, dans une certaine mesure, du FMI au sein duquel la prépondérance américaine est assurée, aujourd'hui encore, par des statuts qui requièrent le soutien d'au moins 80% des droits de vote (équivalant aux « droits de tirage ») pour qu'une résolution soit adoptée par l'assemblée générale, alors que 25% de ces droits sont encore détenus par les USA, ce qui leur permet de bloquer toute résolution « déplaisante ». Ainsi, les transferts de « droits de tirage » - et donc de droits de vote – décidés par le G20 de Séoul en 2010 ont bien été appliqués au sein du FMI, par déplacement de 6% des droits de vote (européens pour l'essentiel) vers divers pays émergents, pour la plupart assemblés dans le BRICS <sup>12</sup> : par exemple, la Belgique qui surclassait naguère le Brésil a été ramenée à un rang plus modeste. Mais pour ce qui est des résolutions déplaisant aux États-Unis, leur capacité de blocage demeure inchangée, car le Sénat

<sup>10</sup> Banque centrale + Trésor public + Ministère de Finances

<sup>11</sup> Les régions ici visées sont des paquets d'États ; en somme : un morceau des États-Unis.

<sup>12</sup> La lettre n° 330 du CEPPI complète excellemment les réflexions présentées ici.

américain doit approuver tous les traités internationaux liant les États-Unis, ce qui est le cas des statuts du FMI. <sup>13</sup>

Enfin, il faut garder souvenir d'une vérité essentielle : c'est le crédit qui crée la monnaie. Depuis que l'émission de « billets de banque » et de tous autres titres « matérialisant » des dettes bancaires a perdu l'essentiel de ses gages matériels (réserves d'or et d'argent, marchandises ayant « causé » les crédits et autres gages réels tels que les hypothèques), la création de crédits supplémentaires est endiguée par les lois de chaque pays et soumise au contrôle des banques centrales (ou de leurs substituts légaux). Mais, dans le monde aujourd'hui déboussolé où les banques et *non-banks* opèrent à tout va, y compris via des bourses et autres chambres de compensation très inégalement contrôlées, la marée montante des \$ (et de quelques autres monnaies) déborde de toutes parts. La COFER <sup>14</sup> en dresse vaille que vaille la statistique trimestrielle, en trillions de \$...

Depuis plus de trente ans, les États-Unis dépensent plus qu'ils ne gagnent, mais ils agissent avec bonne conscience. Ils croient assurer de vastes débouchés aux autres pays, notamment à ceux qui émergent de leur misère. Leur balance des paiements est déficitaire, leur budget national l'est aussi et, en leur sein, les ménages américains s'endettent de plus en plus. Qu'importe ! puisque maints pays souscrivent et stockent des *Treasury Notes*, ces créances en dollars qui sont autant de dettes pour l'État américain. Ainsi, chaque jour depuis 1980, de 1,5 à 2 milliards de \$ sont prêtés au pays « le plus riche du monde ». Quand on traduit ces considérations dans le langage des dirigeants politiques, des banquiers et des hommes d'affaires, les conclusions se diversifient et bien des inquiétudes finissent par percer. On constate que, faute de suffisants dépôts, les banques émettent des titres représentatifs de leurs créances, titres que les *brokers* vendent dans tout le pays, tant aux particuliers qu'aux caisses de retraite, compagnies d'assurance et

---

<sup>13</sup> Le GATT (*General agreement on Trade and Tarifs*) créé en 1947 par l'ONU, mais bloqué par le Sénat fut mis en œuvre par le gouvernement américain sous la forme d'une association sans autorité internationale. C'est seulement en 1995 que fut créée une OMC (Organisation Mondiale du Commerce), agence de l'ONU remplaçant l'association qu'était le GATT.

<sup>14</sup> Statistique assemblée par le FMI selon les déclarations des banques centrales. Il y a présentement 144 pays déclarants.

collectivités locales, jusqu'au jour où les *subprime* <sup>15</sup> s'effondrent. On découvre que les logements vendus avec de généreux crédits ont des milliers d'acheteurs insolvables, que les étudiants finançant leurs études par des crédits à long terme sont souvent défaillants et que les consommateurs, riches de plusieurs cartes de crédit, n'arrivent plus à jongler de l'une à l'autre. Ainsi nourrit-on une crise qui a fait s'effondrer plusieurs banques (américaines et autres) depuis 2007 et qui est devenue mondiale du fait de multiples spéculations, hasardées presque en tous pays, par des banques et des *hedge funds* <sup>16</sup> débordant des bourses traditionnelles vers des « plateformes » de toute sorte installées en des pays accueillants et souvent « paradisiaques » pour qui fuit l'impôt.

Aux États-Unis comme ailleurs, on cherche des remèdes à cette crise désormais mondiale, mais les projets les plus sérieux ne sont guère mis en œuvre. Le Congrès américain a adopté une loi Dodd-Frank plutôt riche de bons principes ; mais d'amendements en délais de grâce, ses dispositions principales sont inappliquées. De son côté, la Commission Européenne de Bruxelles a préparé des mesures plus sévères encore, mais la City londonienne (étrangère à la zone euro) fait tout pour les coincer, cependant que le Luxembourg <sup>17</sup>, riche de beaucoup plus de banques qu'il n'en faudrait à sa toute petite économie, répercute plus ou moins les réticences de la City. En Suisse même, plusieurs précautions réduisent apparemment le laxisme fiscal qui séduit tant de familles européennes. Pour sa part, le club de Bâle qui réunit chaque mois les dirigeants des principales banques centrales de la planète, tient à jour un catalogue de mesures à prendre pour solidifier les banques commerciales, mais la mise en œuvre de sa dernière version est sans cesse reportée de quelques petites années. Bref, les banques d'Amérique et d'Europe résistent aux réformes qui les nettoieraient de leurs actifs malsains, les priveraient de leurs activités

---

<sup>15</sup> Bancaires ou boursiers, les titres dispersés par les *brokers* sont excellents (*prime*) ou médiocres (*subprime*).

<sup>16</sup> Sociétés financières à visées variées et souvent internationales, utilisant d'abondants crédits bancaires par *leverage*, c'est-à-dire par effet de levier prenant appui sur leurs actifs.

<sup>17</sup> Pays de la zone euro, mais auparavant dépourvu de monnaie propre : il était inclus dans le Benelux et se servait du franc belge...

spéculatives et les orienteraient derechef vers le service de l'économie réelle.

Les États-Unis ne sont ni les inventeurs, ni les seules locomotives de ces grands désordres bancaires. Mais ils jouent pleinement de toutes les opportunités que l'ultra-libéralisme financier a créées. En quoi ils affermissent d'année en année les risques mortels auxquels leur \$ est désormais exposé. Je reviendrai plus loin sur les accusations portées contre la politique chinoise, les fonds de placement étatiques et quelques autres diableries anti-américaines, tous éléments jugés responsables de la crise économique persistante, car en réalité, ils sont le fait, pour l'essentiel, d'États en assez bonne santé économique. Sans se perdre déjà dans les dédales des pays émergents, des difficultés qu'ils rencontreront et des contrecoups que l'actuelle crise économique mondiale leur fait subir depuis son épice centre occidental – c'est-à-dire américano-européen – on peut néanmoins observer de plus près le triste avenir d'un \$ qui « mourra » avant de renaître profondément transformé.

Affirmer qu'il « mourra », c'est juger qu'il perdra sa prééminence mondiale, par dépérissement ou affadissement de plusieurs de ses attributs actuels : sa souveraineté dans le FMI, son poids prédominant dans les grandes banques internationales, une grande part de ses capacités d'innovation financière et son assiette bien assurée sur la plus riche et la plus inventive des économies. Déjà, le dépassement des États-Unis par la Chine est attendu par maints observateurs, américains et autres. Moins nette est la liste des autres compétiteurs sérieux, car le plein éveil de l'Inde, la maturation du Brésil, l'éventuelle montée en puissance de la Russie, la multiplicité des prétendants en Asie du sud-est ouvrent des perspectives plus vagues, que pourraient d'ailleurs renforcer quelque renaissance européenne<sup>18</sup> et quelques fulgurances africaines. Cet avenir qui n'est écrit nulle part, sera aussi conditionné par les bonds et rebonds d'une révolution numérique dont les glorieux débuts américains n'inhiberont pas la prolifération mondiale. Pour le reste, l'affaire se jouera du côté des États (ou des fédérations, telle l'union européenne), mais aussi des FMN et peut-être enfin, par sursaut de forces sociales anciennes ou toutes neuves. Si les États retrouvent un suffisant contrôle sur les appareils bancaires de

---

<sup>18</sup> De portée partielle, voire globale si la crise de l'euro est bien surmontée.

leur ressort et réussissent à tuer les Caïmans et autres requins de la finance, l'espace des rénovations s'élargira. Si les brouillards épais qui cachent tout ce qui se passe entre États et FMN sur la haute mer du libre-échange, sont suffisamment dissipés, l'orientation donnée aux investissements nouveaux, aux recherches scientifiques et aux précautions anti-crisis sera considérablement améliorée. Il en ira de même si la diffusion mondiale des cultures nées jadis en d'autres civilisations <sup>19</sup> s'opère sans renouveler les rivalités militaro-religieuses à l'ancienne : alors, l'éducation et l'emploi des jeunes générations pourra libérer, peu à peu, des trésors d'invention jusqu'ici insoupçonnés.

Bref, les milliards d'habitants planétaires de notre 21<sup>e</sup> siècle pourront faire œuvre plus utile que ne l'ont fait leurs prédécesseurs. Y compris pour parfaire la relève du \$ (aujourd'hui dangereux, mais décadent) par le néo-dollar d'États-Unis devenus plus modestes, mais redevenant pionniers ; ou bien par quelque *bancor* au nom nouveau et au pilotage assuré par un collectif d'États membres du FMI.

---

<sup>19</sup> C'est-à-dire en d'autres « systèmes mondiaux » plus exigus que celui qui est, ces temps-ci, dessiné par l'actuelle « mondialisation ».

**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE****(4)**

---

**Les sept enveloppes de la Terre**

[Retour à la table des matières](#)

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, la tradition occidentale (organisée en savoirs scolaires) et ses équivalents (plus ou moins « modernisés », en d'autres traditions culturelles) donnaient de la Terre une image déployable sur quatre niveaux. Il y avait la surface faite de terres plates ou montagneuses et d'eaux courant de ruisseaux en fleuves jusqu'à une embouchure maritime. Par dessus cet « épiderme » terrestre, l'air formait une atmosphère riche de vents et de pluies, qu'un lointain soleil éclairait jour après jour. Dessous cette même « peau » planétaire, on savait d'expérience qu'il se trouvait des « matières premières » auxquelles des anfractuosités ou des puits et galeries dûment creusés donnaient accès. Enfin, sans trop faire le lien entre d'étranges jaillissements (que l'on nommait volcans, geysers, jets « d'huile de pierre »<sup>20</sup>, etc.) et d'occasionnels « tremblements de terre », on supputait un quatrième niveau très épais que des savants baptisaient croûte, noyau ou même nife.<sup>21</sup> Quatre niveaux donc, désignables comme atmosphère, sol terrestre, fonds miniers et noyau central.

---

<sup>20</sup> Dénommés pétrole après avoir été baptisé bitumes.

<sup>21</sup> Par union des symboles chimiques du nickel et du fer, métaux supposés prédominants dans ce cœur terrestre brûlant à plus de 6 000 degrés Celsius.



Ces quatre niveaux ont été puissamment travaillés durant le 20<sup>e</sup> siècle. La navigation aérienne a sillonné une atmosphère que l'industrialisation et l'élevage ont surchargée de déchets. Le sol terrestre a été zébré de rails, de routes et d'autres voies souvent souterraines et parsemé de vastes et hautes bâtisses. Les fonds miniers (ou océaniques) ont été explorés et parfois exploités jusqu'à plusieurs kilomètres de profondeur. Le noyau central a laissé dévoiler ses « plaques tectoniques » d'une mobilité lente, mais d'effet dramatique. Et ainsi de suite, mais plutôt que de détailler cette exploration scientifico-industrielle qui se prolongera, il faut s'arrêter un instant sur l'effet séculaire des mutations sociales que Ricardo, Marx et Polanyi avaient bien mises en lumière.

Disant cela, je vise non seulement la généralisation potentielle du salariat comme mode d'emploi de la force de travail des hommes, mais aussi le traitement social de la propriété foncière.<sup>22</sup> Le droit réglant « l'occupation du sol » s'est, en effet, révélé comme source de perturbations sociales majeures, qu'il s'agisse du droit du propriétaire en surface quant à l'exploitation du sous-sol profond<sup>23</sup> ou quant à la cessibilité de sa propriété.<sup>24</sup> Perturbations entretenues par l'attribution à des autorités politiques ou administratives d'échelle locale de la capacité de gérer le « droit d'occupation des sols », laquelle est fréquemment exposée à des chantages, manœuvres et autres pots-de-vin. Ce risque a pris d'immenses proportions dans les pays qui tentent de détailler le droit du sol, après une expropriation révolutionnaire majeure ou après l'annulation ultérieure d'une telle expropriation. La Russie, la Chine et divers pays d'Europe, d'Asie ou d'Amérique latine ont subi ou subissent encore de telles crises. La spéculation sur le foncier se joint aux errements bancaires pour entretenir la crise économique mondiale qui n'a cessé de s'aggraver durant le dernier quart du 20<sup>e</sup> siècle et dont l'issue n'est pas encore en vue.

Le tréfonds terrestre devient, en somme, un cinquième niveau de la planète Terre, tant les chercheurs d'énergies pompables jusqu'en sur-

<sup>22</sup> Laquelle est la seconde des « grandes transformations » mises en lumière par Polanyi dans son grand livre (de ce titre) dès 1944.

<sup>23</sup> Problèmes liés à, la recherche et à l'exploitation minière, pétrolière ou du « gaz de schiste », etc., dans les fonds et tréfonds par dessous la surface.

<sup>24</sup> Problèmes de l'expropriation « pour cause d'utilité publique », de ses délais, de son indemnisation.



face s'intéressent à ces bas-fonds. Là naîtront maints conflits entre un droit à l'américaine qui donne tous pouvoirs au propriétaire du « sol terrestre » et un droit minier à la française où l'État est déclaré souverain « sous le sol ». France et USA ne sont pas seuls en cause, d'autant que l'aire de validité du droit coutumier à l'anglaise et du Code Civil « révolutionnaire » n'exclut pas d'autres droits qui se cherchent ou, parfois, se bricolent en maintes régions jadis soviétiques ou chinoises, voire mexicaines. En fait, le tréfonds n'est que l'un des trois nouveaux « étages » de la Terre que le 20<sup>e</sup> siècle a ajoutés aux quatre étages hérités des anciennes géologies. Les deux autres adjonctions concernent le stratosphérique et le spatial.

L'étage stratosphérique déborde de l'atmosphérique par la vertu d'avions et de fusées qui s'aventurent beaucoup plus haut (y compris lorsqu'en s'aidant de la rotation de la Terre, ces engins prennent leur envol jusque vers le spatial). Les guerres d'après 1950 ont fait grand cas des capacités que ces hauteurs donnent aux fusées, mais la palme revient désormais aux drones manipulés de très loin (cf. : n° 2). Ainsi commence à se révéler la vraie nature de l'étage stratosphérique : outre le pilotage de drones et d'autres engins télécommandés, le tout-venant des humains y fait circuler ses flux massifs de messages informatisés et repère ses itinéraires terrestres à l'aide d'un GPS (ou de son cousin). La matière essentielle de l'étage atmosphérique est l'air, tandis qu'à l'étage stratosphérique cette matière est une infinie cohue de nombres booléens dûment triables. Il est clair qu'aucune muraille de Chine ne sépare aujourd'hui l'atmosphérique du stratosphérique, mais sait-on jamais ? L'avenir est grand. La distinction est aujourd'hui opérée par les ordinateurs.

Si bien qu'il est permis de penser que le septième étage, qui peut être nommé spatial, se distingue des deux précédents par deux traits majeurs : les humains qui s'y aventurent doivent emporter, outre les outils de leur mission, l'eau, l'oxygène et les aliments nécessaires pour leur survie; et ils n'ont pas d'autre "terrain d'atterrissage" que la "station spatiale" vers laquelle leurs lanceurs les ont envoyés et qu'ils abordent au prix de manoeuvres délicates, assistées par ce qu'il faut d'informatique terrestre. Mais le 21<sup>e</sup> siècle trouvera bien d'autres usages pour ce "septième ciel"...

Les notations très schématiques que je viens de présenter pourraient être enrichies de diverses manières. Par exemple en

s'interrogeant sur ce que devient le temps dans un monde dont on peut "faire le tour" en moins de 24 heures et recevoir réponse à un message envoyé n'importe où sur la planète et au-delà presque sans délai. Ou sur l'espace d'un monde où les transports aériens, maritimes et terrestres à l'époque des porte-conteneurs et autres *pipelines* dont on commence à supputer le remplacement. Mais aussi d'un monde où la piraterie maritime est florissante dans les défilés non gendarmés par des États solides. Etc. Alors, comment douter que ces États et les Firmes Multinationales qui en débordent, ainsi que les agences internationales qui tentent de coordonner plus ou moins les agrégats économiques ou/et politiques vont se trouver, de fait, dans l'obligation d'agencer un peu mieux une planète qui enfle de toutes parts. La vraie question sera de plus en plus : "c'est à qui, cette planète ? ». On dispose sans doute de quelques millénaires pour y répondre sagement, avant d'avoir à déménager l'espèce humaine de sa galaxie natale vers ce dont les amateurs de science-fiction rêvent depuis longtemps et ce que de savants astronomes commencent à découvrir sous forme d'exoplanètes supposées habitables par l'espèce humaine, à quelques milliers d'années-lumière de notre vieille Terre...

**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE****(5)**

---

**La Chine m'intrigue**

[Retour à la table des matières](#)

La Chine a envahi notre quotidienneté vers la fin du 20<sup>e</sup> siècle. Au début de ce siècle, ce n'était qu'une cible. Curieux et agressifs, les marchands Anglais, puis d'autres Européens et des Américains avaient "ouvert" ce pays, jusqu'à envahir Pékin, avec l'aide des Japonais, quand un partage colonial semblait s'annoncer. Ensuite, les péripéties massives des guerres mondiales avaient détourné l'attention des multiples invasions et révolutions qui travaillèrent toute la Chine, jusqu'au triomphe, en 1949, de la "république populaire" dirigée par Mao Zedong. Néanmoins, les turbulences internes se prolongèrent, tandis que les interventions américaines et russes continuaient de détourner l'attention, nonobstant **les** échos du «maoïsme» en Europe occidentale et en quelques autres contrées.

C'est seulement après la mort de Mao (1976) et la mise en chantier des réformes initiées par son successeur, Deng Xiaoping, que l'image de la Chine commença à se modifier, encore que le massacre de **la** place Tien An Men <sup>25</sup> en juin 1989, différa la

---

<sup>25</sup> Les médias étrangers venus à Pékin pour une visite de Gorbatchev firent connaître les manifestations massives d'étudiants et la crise de la direction du parti communiste qui se développaient alors. L'armée «rétablit l'ordre» par un massacre massif.

perception de ce changement. Vingt ans plus tard, l'énorme élan pris par la Chine devint enfin manifeste. En 2013, il se poursuit toujours et a fait de ce pays la deuxième puissance mondiale, talonnant de près les États-Unis. Le temps n'est plus où cette performance était jugée fragile, précaire, provisoire ou accidentelle, etc. Mais le temps n'est pas encore venu de son analyse complète et cohérente, ni du jugement sur son exemplarité potentielle.

C'est pourquoi la Chine m'intrigue, comme elle intrigue ceux des spécialistes des sciences sociales qui prennent le système mondial des sociétés en interaction pour objet central de leurs recherches <sup>26</sup>. Autrement dit ce qu'il y a d'inintelligible dans le devenir chinois au cours des trois dernières décennies permet d'éta- lonner nos sciences sociales. En labourant correctement ce vaste champ de savoirs à construire, on concourra assurément aux progrès scientifiques qui permettraient de combattre utilement la crise éco- nomique mondiale et peut-être aussi de contenir, mieux qu'au 20<sup>e</sup> siècle, les risques de guerre mondiale auxquels l'ONU et ses supports n'ont pas encore trouvé remède.

L'immensité chinoise est une construction historique sur des sites longtemps sauvages. Elle s'est plusieurs fois brisée au fil des 25 siècles un tant soit peu documentés. Elle inclut les montagnes massives les plus hautes de la Terre, leurs bordures septentrionales de steppes que le cheval a tôt rendues parcourables, des fleuves immenses qui arrosent tout le sud du continent asiatique et inon- dent souvent les plaines, avant que leur difficile domestication ait permis de nourrir une énorme masse humaine grâce à une riziculture quasi-jardinière : tel est l'espace où se sont construits des royaumes et un empire diversement disjoints, regroupés et agrandis, depuis les dynasties Qin et Han, contemporaines du haut empire romain, jusqu'à la dynastie des Ming qui fit rêver l'Europe classique. Empi- re souvent déchiré et reconstruit, au delà des grandes murailles dont il se protégeait au nord-est, puis agrandi, au-delà du très long fleuve Yangzi, artère devenue centrale à mesure que les vastes plaines du sud-ouest étaient incorporées ou satellisées. Tout cela a été dé- taillé d'assez longue date, quand l'Europe découvrit l'Asie lointai- ne. Peu à peu, l'analyse s'est raffinée grâce à plusieurs centaines

---

<sup>26</sup> Telle est ou devrait être l'horizon de toute macrosociologie.

d'historiens éminents. <sup>27</sup> Mais, à mon sens, elle n'éclaire pas certaines particularités de la société chinoise dont les conséquences demeurent très sensibles – et peut-être d'une portée majeure pour la suite du présent siècle.

La Chine impériale a débordé de sa masse continentale quand ses voisins coréens, japonais, javanais et philippins ou ses envahisseurs mongols l'ont attirée vers des trafics et des conflits maritimes, renouvelés quelques siècles durant. Au 15<sup>e</sup> siècle, ses grandes jonques ont sillonné l'Océan Indien pendant quelques décennies, jusqu'à pénétrer la Mer Rouge et le Golfe Persique et visiter les côtes orientales de l'Afrique. Mais elle s'est repliée vers ses propres terres à mesure que les flottes européennes, javanaises et japonaises accentuaient leurs pressions. En fait, son économie n'était pas mûre par un capital devenant industriel, puis rendant l'industrie prédominante. Ses classes dirigeantes, traditionnellement nourries de tributs et de rentes disposaient de vastes domaines, de manoirs et de palais parfois immenses et somptueux. Sous l'égide des dynasties impériales, renouvelées de temps à autre par suite d'invasions, de conquêtes ou même de révoltes, c'étaient le plus souvent des mandarins qui exerçaient le pouvoir dans la ville capitale, comme dans les dix-huit provinces et dans les vastes zones conquises hors celles-ci, aux dépens d'ex-empires mandchous, tibétains et autres. Parfois aussi, au palais impérial, des cohortes d'eunuques accaparaient une large part du pouvoir.

Eunuques ou mandarins, qu'est-ce à dire ? Les premiers étaient les serviteurs de l'empereur, de sa famille et de ses proches et ils relayaient les volontés de leurs maîtres avec zèle, tout en compliquant les luttes de clans dans le palais. Les mandarins étaient une tout autre affaire. Non sans novations au fil des siècles, ces « lettrés » étaient des fonctionnaires, recrutés par concours et salariés par le palais ou par les préfectures et les commanderies qui détail-

---

<sup>27</sup> Parmi lesquels je retiens particulièrement Jacques Gernet pour son bel - mais infructueux - effort de périodisation de l'histoire du *Monde chinois* (A. Colin, 1972) selon une grille parente du découpage [Antiquité, Moyen-âge., Temps modernes, Contemporains] chère à l'historiographie européenne de naguère ; et Joseph Needham dont les sept volumes de *Science and civilisation in China* (Cambridge U.P 1954-1971) aident à comprendre pourquoi la révolution industrielle n'a pas mûri en Chine

laient le pouvoir palatial, par zones territoriales ou par fonctions spécifiques. La connaissance des textes classiques, des écritures anciennes et des recueils de décisions antérieures nourrissait leurs longues études et garantissait plus ou moins le respect de traditions dûment normées. En exagérant quelque peu, on pourrait dire que le système politico-administratif desservi par ces lettrés préfigure une sorte d'ENA <sup>28</sup>, à ceci près qu'aucun Parlement, ni aucun électorat universel ne venait encadrer ce système.

Exercé par des collectifs de dirigeants expérimentés et souvent dotés de solides cultures, le pouvoir du parti communiste chinois prolonge, depuis les années 1970, cette tradition mandarinale, tout en l'enrichissant par une politique de "relève des générations" qui confie l'autorité à la tête du parti, dans le gouvernement **central** et dans les principaux postes régionaux ou spécialisés <sup>29</sup>, à des hommes <sup>30</sup> qui l'exercent pendant dix années, dont -en principe - cinq années en position d'adjoints de ceux qu'ils remplaceront. Moins clairement détaillée que la carrière antérieure des « dirigeants suprêmes » groupés dans le Comité permanent du Bureau Politique, la promotion de la plupart des "cadres" procède de sélections multiples et diverses où se laissent pourtant deviner des filières (régionales ou spécialisées) et où les bouleversements dûs à des sanctions, voire à des évictions sont souvent bien visibles.

Outre la "relève des générations" qui fragmente et dilue les crises politiques au sommet de l'État, la Chine présente d'autres singularités, telles les « leçons » et les "patiences" appliquées aux

---

<sup>28</sup> École National d'Administration remplaçant depuis 1945, la plupart des concours de recrutement des hauts fonctionnaires français, sous l'œil vigilant de quelques amicales d'anciens. Chaque « grands corps » spécialisé (tel l'Inspection des Finances) s'efforce de pré-sélectionner les énarques qui, en fin de scolarité et selon leur rang de classement, choisiront le corps administratif qui les emploiera.

<sup>29</sup> Le noyau central est le comité permanent du bureau politique du PC. Les deux branches principales du pouvoir sous ce comité sont, d'une part, l'appareil gouvernemental et, d'autre part, les forces armées.

<sup>30</sup> Les femmes sont rarissimes aux échelons supérieurs, mais leur effectif s'accroît d'une relève à l'autre dans tous les autres échelons.

dangereux conflits de voisinage <sup>31</sup> - lesquelles évoquent l'adage antique de Sun Tzu sur les plus belles victoires (celles qui soumettent l'ennemi sans livrer bataille). Ou, de toute autre façon, la multiplicité des "expériences" locales et temporaires, qui préparent l'extension - *ou non* – de telle réforme ou novation : ce fut le cas pour la création des quatre filiales spécialisées de la Banque de Chine, matrices de la diffusion bancaire ultérieure; pour la création de Shenzhen ; pour la formation de sociétés financières investissant de par le monde une fraction (bientôt substantielle) des réserves de \$, etc. La même patience apparaît nettement pour qui regarde de près les processus grâce auxquels Hong Kong a été réintégré dans la république chinoise sans rien perdre de sa liberté d'allure ; Taïwan continue de transiter de la position d'ennemi protégé par les États-Unis à celle de partenaire économique et, peu à peu, politique, voire de province réincorporée; Singapour qui s'est épanouie en larguant ses amarres d'avec la Malaisie, tandis que la Chine s'accorde fort bien avec ce duo d'États indépendants, etc. De nombreux autres exemples d'échelle plus modeste pourraient être cités et il s'en crée de nouveaux chaque année. Dans les domaines plus délicats, allant des affaires judiciaires aux libertés des médias, la même tendance s'applique, non par des expérimentations contrôlées, mais par des assouplissements (locaux ou partiels) des interventions et contrôles. Tout semble se passer comme si les droits et libertés définis en termes généraux, comme il est d'usage en Occident, sont remplacés par une patience pragmatique, génératrice d'habitudes nouvelles. Comme si, dans l'Orient sinisé, le temps ne coulait pas à la même vitesse qu'en Occident. Intrigante différence pour un pays qui s'équipe, produit, vend et prête a des rythmes effrénés.

La Chine m'intriguerait moins si des recherches macrosociologiques prolongeant celles de Habermas et de Bourdieu sur le «coutumier de la vie quotidienne» venaient détailler certaines strates de ce coutumier en se centrant sur **les** échelons supérieurs de la société. En visant à clarifier les articulations principales du pouvoir politique, de la propriété économique **et** de l'hégémonie idéologique, on apercevrait

---

<sup>31</sup> « Leçons » comme celle qui fut infligée au Vietnam en 1979, durant une période où Kissinger et Chou Enlai tâtonnaient vers une paix sino-américaine jugée de loin supérieure à la « victoire » de Hanoi . « Patiences » comme celle dont bénéficient les foudres de la Corée du nord.

sans doute d'étonnantes parentés structurales entre l'actuel "sommet" de la Chine et la "société de cour" si finement analysée par Norbert Elias, à partir de l'exemple versaillais du 17<sup>e</sup> siècle et de son "rayonnement européen". Par cet éclairage comparatiste, on aurait chance de comprendre comment la société tient par en haut, quelles forces en résultent et quels blocages menacent d'y mûrir, à la manière d'on "siècle des Lumières" ébranlant irrémédiablement la "société de cour ».



**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE****(6)**

---

**Un tournoi mondial :  
FMN contre États**

[Retour à la table des matières](#)

Sauf erreur de ma part, les Firmes MultiNationales, abrégées en FMN, débordent des comptabilités économiques nationales à mesure que les productions et les activités corrélatives se déploient sur un "marché mondial", lui-même en voie d'élargissement. Leurs ancêtres les plus importants furent les compagnies pétrolières, souvent nées aux États-Unis, puis multipliées après 1920, par suite du dépeçage de l'empire ottoman. Ces firmes sont dites "multinationales" - ou "transnationales" – car leur "nationalisme" est souvent douteuse et leur "nationalisme" ambigu. Dans un monde où l'on calcule, pays par pays, la richesse produite chaque année, ces FMN font désordre. Jusqu'en 1975 environ, on évaluait le PIB de chaque nation, tandis que l'ONU et ses satellites en faisaient usage pour leurs comparaisons internationales. En quelques années d'après 1975, la comparaison internationale des PIB fut soumise à de rudes épreuves, jamais maîtrisées depuis lors. Le triomphe progressif du libre-échange international, la croissance des firmes s'étalant sur le marché mondial, la capture fréquente des productions minières, agricoles ou maritimes mal protégeables, l'étalement des productions industrielles les plus demandées (et souvent aussi les plus dange-

reuses), l'omniprésence des réseaux bancaires, la multiplication des sociétés vendant des services juridiques, fiscaux ou publicitaires et la prolifération des sociétés financières brassant des flux monétaires croissants, bref la mondialisation du capitalisme a dérangé les "territoires nationaux", lesquels se sont quasiment ouverts à tout vent. La diffusion stratosphérique de données numériques à finalités multiples consacre désormais cette béance.

Faute de disposer d'informations détaillées et contrôlables sur les ressources que les échanges avec l'étranger ajoutent à (et retranchent de) la production intérieure de chaque pays, c'est-à-dire faute de pouvoir remplacer les PIB (« produits intérieurs bruts ») par des PNB (« produits nationaux bruts ») en captant, pour ce faire, des informations globalement fiables sur les activités et les comptes des FMN <sup>32</sup>, les pays équipés de riches agences statistiques et les institutions internationales qui s'efforcent de mesurer le véritable fonctionnement d'une économie mondiale déchirée entre États et FMN tâtonnent dans d'épais brouillards. Si, par surcroît, les marées tempétueuses de la crise économique mondiale - qui dure depuis plusieurs décennies déjà - deviennent des ouragans (comme depuis 2008), la navigation « statistique » entre États et FMN devient très périlleuse.

On peut néanmoins se faire une idée approximative des progrès (ou, plus exactement des dégâts) accomplis jusqu'à présent. La somme mondiale des PIB, calculée par l'ONU, se situe en ce début des années 2010 dans la zone des 60 trillions de \$ par an. <sup>33</sup> L'Union Européenne plus les États-Unis comptent pour environ 33% de ce total que l'adjonction du Japon porte à 40%. De son côté, la Chine qui approche des 8 trillions se classe au second rang des États pris isolément, derrière les États-Unis, mais elle est déjà à mi-parcours d'un rattrapage galopant. Et ainsi de suite, jusqu'au terme d'une liste dont la Corée du Nord et Cuba sont exclus pour non-

---

<sup>32</sup> De taille suffisante pour que leurs trafics contiennent l'essentiel de ce qui est transféré de pays à pays.

<sup>33</sup> Pour mémoire, le trillion désigne un milliard de milliards (soit 10 puissance 18), mais dans l'usage américain - que les services onusiens suivent fidèlement - ledit trillion ne compte que pour un millier de milliards (soit 10 puissance 12). Les amateurs de nuances peuvent aussi choisir entre deux orthographes qui sont sources d'hésitations fréquentes : le trillion et le trillion.

obéissance à diverses résolutions de l'ONU : au reste, leur absence ne réduit le total que d'une centaine de milliards de \$. En regard de ces chiffres qui s'efforcent d'agrèger, pays par pays, des flux annuels de revenus, il est intéressant de noter que, de leur côté, les réserves en devises étrangères détenues par les banques commerciales et déclarées à la BRI <sup>34</sup> atteignaient, à la fin de 2012, près de 11 trillions de \$. <sup>35</sup> C'est dire que, sans être toujours des FMN, les grandes banques sont intimement mêlées aux activités mondiales de ces dernières

Avec des variantes d'un pays et d'une année à l'autre, dans tous les pays où elles opèrent, les FMN entourent leurs activités, d'un réseau de précautions visant à modérer leurs coûts d'activité, alléger leurs charges fiscales, diluer leurs risques commerciaux et boursiers, etc... Du même coup, elles tendent à éluder ou à contourner les normes « trop onéreuses » que les États leur imposent, tant en matière alimentaire, sanitaire ou « sociale » qu'en ce qui concerne les activités périlleuses. <sup>36</sup> Elles tendent également à gérer, selon leurs visées stratégiques, les résultats qu'elles affichent, tout en dosant prudemment ce qu'elles en font connaître aux actionnaires des sociétés cotées qu'elles contrôlent. <sup>37</sup>

Les relations entre FMN et États ne sont jamais simples. Les poussées vers la généralisation du libre-échange se heurtent à des

---

<sup>34</sup> Cette Banque des Règlements Internationaux est, je le rappelle, le siège du Club de Bâle où les dirigeants des principales banques d'émission se réunissent mensuellement pour ajuster les normes à suivre par les banques commerciales. En fait, la dernière version de ces normes (dite Bâle III) attend depuis 2010 d'être mise en vigueur.

<sup>35</sup> En devises variées, dont un bon tiers en \$ américains. Ces chiffres, assemblés par la COFER n'incluent pas les réserves en devises détenues par les pays émetteurs de celles-ci.

<sup>36</sup> À en juger par de fréquents scandales, les industries chimiques et pharmaceutiques pratiqueraient volontiers ce genre d'évitement, et il se pourrait qu'une part au moins des industries alimentaires les rejoignent.

<sup>37</sup> Chaque FMN constitue généralement tout un groupe de sociétés (associées, filiales ou sous-filiales, etc.). La « raison sociale » du pilote réel d'une telle FMN peut être une discrète sous-filiale dont le conseil d'administration est « bien sélectionné », ce qui facilite l'auto-contrôle de l'ensemble, nonobstant les myriades d'actionnaires de celles des sociétés dudit groupe qui sont cotées en Bourse.

obstacles variés et d'inégale vigueur. Parfois, ce sont des legs d'une décolonisation hautement proclamée, mais indirectement prolongée. Tel est le cas des ex-colonies « en faveur » desquelles des abattements tarifaires, des liaisons aériennes bien « adaptées », des monopoles d'affrètement, des protections « monétaires »<sup>38</sup>, etc., survivent obstinément. En d'autres cas, ce sont des séquelles vivaces de protections anciennes, ce dont les États-Unis sont riches d'exemple, même s'ils n'en ont pas l'exclusivité. Une autre série d'obstacles est d'origine plus récente et d'effet plus diversifié : il s'agit de l'ex-URSS, matrice d'États multiples, inégalement définis et émancipés, mais dont plusieurs ont déjà appris à jouer de leurs sites particuliers, tels l'Ukraine, carrefour d'oléoducs vers l'Europe occidentale ou les républiques « pétrolières » voisines de la Caspienne. Et plus encore, de la Chine qui joue le jeu du libre-échange aussi pleinement que possible, tout en investissant ses bénéfices d'exportation dans des fonds de réserve aux stratégies inventives (j'y reviendrai plus loin). Ailleurs encore, plusieurs pays « émergents » sont parmi les plus combatifs négociateurs au sein de l'OMC pour rendre son libre-échangisme de principe, attentif à leurs aspirations propres.

En effet, cette **Organisation Mondiale du Commerce**, longtemps utilisée par le États-Unis et leurs alliés comme « outre-frontières » pour leurs marchandises et leurs services de toute sorte, peine depuis 2001, à « mettre à jour » les normes internationales dont elle est gardienne. Son prochain directeur général sera désigné en 2013, par les 159 États membres. Le candidat agréé sera vraisemblablement un Brésilien, ce qui eût été inconcevable, il y a dix ans. Mais le monde change vite. Néanmoins, la réforme de l'OMC n'est pas le seul obstacle à franchir pour que le commerce mondial puisse concourir à une véritable relance d'une économie mondiale anémiée par deux décennies de crise endémique, que le très grand dynamisme de la Chine (et de quelques autres pays) n'a pas pu compenser. Les réformes à viser devraient concerner, outre l'OMC, les diverses associations économiques (existantes ou à créer) et le FMI, le tout enveloppé dans une réorientation de l'ONU.

---

<sup>38</sup> Dont les « zones franc » [diversement agencées et réformées en Afrique ou dans le Pacifique] ont des émules assez variés dans les zones £ et \$.

Pratiquement, ces réformes devraient rendre visibles et chiffrables les opérations en tous genres que la statistique douanière saisit de plus en plus mal; que la taxation fiscale ne réussit pas à connaître; que les transferts financiers opérés par tous acteurs dissimulent trop souvent; que les normes techniques et sanitaires de toute sorte n'arrivent pas à saisir ; bref que les lois nationales et les accords internationaux ne régissent pas vraiment. Il s'agirait en somme de raréfier les opérations économiques réalisées hors la vue des États, par un combat obstiné qui requerrait l'aide d'institutions internationales ad hoc, autant que l'action d'États associés en Unions et Alliances dûment précisées <sup>39</sup>. Toutes novations ou créations auxquelles l'OMC, le FMI et diverses agences onusiennes pourraient contribuer. La question centrale n'est pas d'imaginer l'itinéraire que les diplomates auraient à parcourir – sans doute des années durant – pour atteindre de tels résultats, mais bien de discerner les obstacles majeurs qu'il leur faudra franchir.

Vu d'aujourd'hui, l'obstacle principal est d'ordre financier : si le meilleur des réformes bancaires qui mûrissent au FMI, dans l'Union Européenne et, plus ou moins, aux États-Unis (mais non dans la mouvance britannique), arrive finalement à pleine maturité, les banques commerciales pourront redevenir suffisamment transparentes et obéissantes pour que les États puissent comprendre ce qu'elles font, tandis que des banques d'investissement pourront soit se développer utilement, soit être cantonnées dans l'enfer spéculatif des *non-banks*. La mouvance britannique n'offre aucun modèle utile – bien au contraire – car la prolifération à l'anglaise des banques, *non-banks* et autres sociétés financières opérant dans le monde entier, à partir de ses territoires *off shore* <sup>40</sup> ne pourrait devenir exemplaire qu'au prix d'un grand nettoyage.

---

<sup>39</sup> Telle l'Union Européenne.

<sup>40</sup> Exemple multiples, du Golfe du Mexique (Caïmans et Cie) aux séquelles de la route des Indes (de Gibraltar à Chypre, etc) et aux adjonctions plantées avec le concours de quelques fleurons du *Commonwealth*, sans oublier les perles du Royaume-Uni lui-même (îles de Man et Anglo-normandes). Quand la France imite de tels exemples, de Saint-Martin – co-administré avec les Pays Bas – jusqu'aux Comores « départementalisées » de fraîche date et que l'on ajoute à cela les séquelles de ses « zones franc », elle tombe sous le même opprobre.

En faisant rentrer les troupeaux bancaires dans des parcs où ils deviendraient domptables, on priverait les FMN de leur complice principal. Cela faciliterait grandement les réformes à mener avec une OMC rendue plus coopérative, lesquelles aboutiraient (selon des formules entre lesquelles il faudra choisir, fut-ce par tâtonnements expérimentaux) à la réinvention de comptages (douaniers ou d'autre échelle) dont les finalités fiscales, statistiques et autres seraient à redéfinir, les objectifs centraux étant, d'une part, de réintégrer le tout-venant des échanges mondiaux dans les comptes économiques globaux des pays comme de leurs divers groupements et, d'autre part, d'armer les États contre la fraude fiscale et les transferts illicites de toute sorte.

Alors le FMI saurait mieux de quoi il doit traiter, l'ONU verrait plus clair dans les questions à débattre et ses agences les plus utiles pourraient affiner leur action en connaissance de cause, bref, les accidents majeurs du développement économique mondial seraient mieux analysables et corrigibles. Mais sur le long chemin qu'il faudra parcourir pour atteindre un tel résultat – ou l'une de ses variantes de meilleure venue que celle que je viens d'esquisser – il est des novations majeures qui commencent à pointer, avec des chances et des risques déjà supputables. La Norvège, la Chine et le Qatar en offrent d'intéressants exemples.

De Chine vient non pas une compétition avec les États-Unis pour la prépondérance économique et monétaire, voire guerrière (cf. : n° 9), mais un mode de gouvernement dont les conséquences mondiales sont dès à présent d'importance majeure. En effet, l'État chinois apparaît de plus en plus comme une pépinière de FMN. Les réserves de devises logées dans ses agences financières sont partiellement utilisées pour financer l'expansion internationale de sociétés chinoises ou de sociétés mixtes fondées avec des firmes étrangères venant vendre et produire en Chine même. D'importants transferts de technologie accompagnent une partie de ces alliances. Savoir si les FMN ainsi propulsées préfigurant un essor de FMN en Chine ou l'expansion mondiale de FMN-à-la-chinoise, se décantera avec le temps, d'autant que l'évolution générale de la structure économique chinoise oscille encore, de façon douteuse, entre une prolongation du socialisme-à-la-chinoise et la maturation d'un capitalisme-à-la-

chinoise <sup>41</sup>. Mais sans attendre que cette question s'éclaircisse au cours des toutes prochaines décennies, elle fournit d'ores et déjà un exemple qui pourrait entraîner certaines des économies capitalistes d'Europe ou d'Amérique latine vers un regain de capitalisme d'État.

Regain, car l'Europe occidentale a connu après 1945, une nette poussée de « nationalisations » industrielles et bancaires qui ne se sont pas toutes évaporées après le décadence de l'URSS et l'émancipation de ses « conquêtes » d'Europe orientale. Mieux, la création de nouvelles banques publiques pour relancer l'investissement est à l'ordre du jour, en France et en quelques autres pays. De même un bel exemple est donné depuis deux décennies déjà, par la Norvège qui bénéficie comme l'Angleterre des rentes procurées par le pétrole découvert en Mer du Nord. À la différence de l'Angleterre où un gouvernement travailliste a utilisé cette rente pour réparer une partie des dégâts sociaux de l'ère Thatcher et surtout pour rénover le port de Londres et la *City* bancaire, la petite Norvège a sagement constitué, avec sa part de cette rente, un fonds de garantie pour ses futurs retraités, tout en prenant la précaution d'écarter ce fonds des placements hasardeux à court terme qui ont transformé (y compris en Grande Bretagne) beaucoup de compagnies d'assurances en pourvoyeurs des *hedge funds* spéculatifs.

Des Arabies riches en rentes pétrolières offrent une troisième famille d'exemples. Souvent ces pays, imités par le Kasakstan naguère soviétique, partagent les investissements nourris par la rente pétrolière entre des architectures grandioses et des *souks* richement modernisés. Ils prolongent ainsi une tradition marchande et luxueuse, sans se soucier de la dynamisation durable d'économies activées par une main d'œuvre importée et misérable. Deux pays font exception, par des initiatives promises à un meilleur avenir: Bahrein et le Qatar où des sociétés convertissent la rente pétrolière en investissements parfois plus pertinents, sur place ou en d'autres pays. À quoi s'ajoutent de modestes innovations politiques à Bahrein et de hardies créations télévisuelles au Qatar, support de la chaîne Al Jazeera. Mais aussi, je le souligne, support d'une forte base américaine où est

---

<sup>41</sup> Voir [L'été chinois](#) dans les *Trois Essais* disponibles sur le site signalé en tête du présent texte.

installé le dernier des six centres “régionaux” de commandement dont le Pentagone a maillé toute la planète: celui qui – n’en déplaie aux alliés européens – est censé “couvrir” toute l’Afrique...

Bref, le tournoi mondial entre États et FMN a jusqu’ici enregistré beaucoup plus de succès non-étatiques, voire anti-étatiques que de victoires inverses. Mais les fluctuations majeures que les FMN nourrissent mieux que les États, dans l’ordre économique, donnent à penser que la tournoi va se poursuivre plus avant dans le 21<sup>ème</sup> siècle.



**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE****(7)**

---

## Les USA découvriront-ils le monde ?

[Retour à la table des matières](#)

Parfois, le monde entier prend un grand virage. Ce fut le cas vers 1945 quand la WW2 prit fin. Ou en 2001, quand l'affront infligé aux États-Unis par les attentats dits du 9/11 enclenchèrent la croisade multiforme que l'on sait. Ce pourrait être encore le cas, lors d'une prochaine année, quand l'embrouillamini mondial où ce pays se trouve pris se démêlera visiblement. En effet, les USA sont menacés de tous côtés, non point par des agressions externes qui les mettraient en péril, mais bien par des déchirures de leurs prises sur le reste du monde et par les tensions qui en résulteront sur leur propre territoire. Savoir si les accrocs les plus graves seront d'ordre politique ou économique ou s'ils se manifesteront dans l'immense royaume des idées qu'ils se font sur le reste du monde (et réciproquement) est une question que, seul, l'événement viendra éclairer. Mais il n'est pas douteux qu'ici ou là, puis un peu partout par contagion, les rapports entre les États-Unis et le vaste monde vont se transformer : trop de symptômes annoncent d'ores et déjà ce grand virage.

Certes les six grandes flottes américaines qui contrôlent tous les océans de la planète et les six commandements opérationnels du Pentagone qui se partagent les terres émergées sont censés surveiller toute

la planète. Plus discrètement, Echelon <sup>42</sup> « écoute » une large partie de signaux radars émis dans tous les secteurs auxquels la NSA <sup>43</sup> s'intéresse. Mais ce déploiement illimité est presque sans prises réelles sur un Proche et Moyen-Orient aux guerres récurrentes et sur l'Afghanistan impacifiable. De longue date, les USA sont incapables de guider les Indes, jadis britanniques, vers une coexistence pacifique. Ils ont dû laisser le Pakistan s'équiper d'armes nucléaires pour « équilibrer » celles de l'Inde. Ils ne bénéficient d'un soutien explicite aux Philippines, en Corée du sud et au Japon qu'en respectant leurs faits et gestes et en multipliant les garanties d'aide « s'il le fallait ». Hormis quelques États de poids léger, seule l'immense Australie apaise les craintes aéro-navales des USA, si bien que leur millier de bases navales et terrestres parsemées de par le monde, leur semble toujours indispensable, même si, localement, chacune est le foyer d'irritations récurrentes que les SOFAS <sup>44</sup> en vigueur aggravent, sans les prévenir.

La probable réduction du coût de cet énorme dispositif militaire sera pénible. Il ne pourrait être allégé que par de plus substantielles contributions de pays « protégés », mais, de l'OTAN au Japon, ces concours tendent à s'évaporer. De son côté, le marché mondial de l'armement où les industries américaines occupent une place éminente ne perd rien de son dynamisme, mais il souffre d'une concurrence renforcée, qu'il s'agisse d'avions européens ou brésiliens, de drones israéliens ou de kalachnikovs fabriquées un peu partout, sans compter les armes de poing dont le marché intérieur américain demeure très gourmand. Qui plus est, les guerres « subversives » sur les terrains désertiques ou montagneux (cf. : n° 2) utilisent plus de camions-porte-canon que de tanks lourds et plus de pièges explosifs que d'obus télé-guidés. Bientôt, il faudra penser aux centaines d'amiraux et de généraux américains dont les postes seront éventuellement supprimés, tandis que se raréfieront les fins de carrière en terres lointaines ou en niches industrielles. Réduire le mammoth *Défense* à une taille plus acceptable par le système mondial des prochaines décennies ne sera pas chose facile.

---

<sup>42</sup> Réseau américano-britannique (assisté par le Canada, l'Australie et la Nouvelle Zélande) et dénommé *Prism* ?

<sup>43</sup> *National Security Agency* des USA.

<sup>44</sup> *Status of Forces Agreement*, « accords » (standardisés) entre les USA et chacun des pays « d'accueil » de leurs troupes et équipages.

La situation des États-Unis sera-t-elle plus brillante sur le plan économique ? Les craintes d'hier s'atténuent en matière énergétique, la hantise de l'après-pétrole se dissipe, encore que le maudit « réchauffement climatique » soit persistant et que sa responsabilité sera plus difficile à rejeter vers la Chine et vers les autres tard-venus de l'industrialisation. Le très grand ressort dont les USA ont fait preuve depuis leur émancipation de la tutelle britannique gardera sans doute de la vigueur, mais après avoir perdu les commodités que l'isolement, puis le protectionnisme et l'immigration massive, lui ont successivement procuré, l'élan industriel sera de plus en plus exposé à de fortes concurrences. Le libre échangeisme, assorti de précautions brutales ou subtiles, dont ils finissent de jouir en contrôlant de près le FMI et l'OMC (cf. : n° 6 et 11) ne durera plus longtemps. Des protections nouvelles seront difficiles à imposer, d'autant que les gardiens de l'ordre économique et monétaire se recruteront dans un monde mal disciplinable. L'avenir économique des États-Unis se jouera de plus en plus sur la scène politique internationale, entre des États, eux-mêmes aux prises avec de puissantes FMN mal encadrables. Si bien que les capacités des USA ont dépendront finalement de leur désendettement, c'est-à-dire de l'éradication de l'économie-à-crédit où ils se sont empêtrés depuis deux ou trois décennies. Famille par famille, il faudra épargner, doser le crédit selon son revenu futur. Et du plus petit village à la plus riche ville et au plus vaste État de l'Union, il faudra apprendre à « vivre du sien », sauf à répartir l'impôt selon la richesse. C'est possible, mais ce n'est nullement garanti, dans un pays qui ne s'incline devant l'impôt qu'en période de guerre et qui ne sait pas domestiquer ses banques, ni loger sa population sans l'endetter pour des années, ni financer ses étudiants sans les endetter plus encore.

Le nouveau virage mondial quoi se prépare est difficile à dater, car les événements qui en feront prendre conscience, de par le monde, peuvent advenir de tant de côtés et par tant de chemins que tout pronostic serait une fanfaronnade. Mais s'agissant de la prise de conscience par les Américains eux-mêmes de ce qui change dans le monde et de ce qui les « dérangera » de plus en plus, jusqu'à ce qu'ils aient appris à s'y adapter (et sans doute vaillamment), il est un indicateur qu'ils peuvent mesurer par eux-mêmes, sinon apprendre vite à le gouverner. C'est que le monde extérieur aux USA s'est d'ores et déjà pro-

fondément infiltré chez eux. L’Afrique jadis pourvoyeuse d’esclaves, l’Europe continentale longtemps considérée comme source de main-d’œuvre à salarier, l’Asie longtemps réduite à quelques flux de Chinois et de Japonais <sup>45</sup> (mais qui est devenue, aussi, source de Coréens, de Vietnamiens et autres éclaboussures de guerres perdues) sont désormais dépassés par un flot massif de latinos venus du Mexique ou de plus loin au sud. Ces torrents d’immigrés ont ruiné la vieille image des WASP, ces *white anglo-saxon protestants* qui se sont longtemps pris pour l’âme des États-Unis. Ce pays a changé d’âme sans l’avoir bien compris. Son pluralisme religieux s’est facilement adapté à une diversité croissante, mais la culture populaire s’est mal ouverte à la pluralité des langues <sup>46</sup>, sinon des modes de vie. Les riches curiosités d’universités accueillantes aux érudits et aux étudiants venus d’ailleurs, se répercutent mal dans une population sur-médiatisée. De nouveaux courants d’idées et des inquiétudes novatrices (mais *unamerican*) pointent en Amérique même.

Les USA ont de fortes chances d’être surpris et dérangés par le monde qui change autour d’eux, comme par celui qui fermente en leur sein. Faute de porter sur eux-mêmes un regard critique, ils tarderont à se ré-inventer et seront, pour un temps, un peuple affolable « façon Bush 2001 », plus qu’un peuple tâtonnant « façon Obama » vers un avenir meilleur. Bref, ils seront en danger et dangereux. Nul pays ne devrait s’en réjouir, mais le mode d’emploi du monde en devenir ne pourra naître que d’une confrontation générale et persistante. Un grand virage à négocier, sinon...

---

<sup>45</sup> Qu’il « fallut » interner pendant la WW2, alors que les Allemands parfois réticents à la participation américaine à deux guerres mondiales « anti-allemandes », ne furent pas soumis à une telle « précaution ».

<sup>46</sup> À tel point que les forces militaires et les services d’espionnage peinent à trouver les auxiliaires requis.

**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE****(8)**

---

**Le BRICS n'est pas un bricolage**

[Retour à la table des matières](#)

Le **B**résil, la **R**ussie, l'**I**nde la **C**hine et l'**A**frique du **S**ud marient leurs initiales : à quoi peut bien ressembler ce bric-à-brac de pays immenses qui n'ont de frontières communes que pour s'y combattre parfois <sup>47</sup> et qui doivent leur nom de baptême à un scribe trop américain pour choisir **CRIBS** <sup>48</sup> comme acronyme de leur étrange amalgame ? La réponse est de pure politique économique, mais elle commence à prendre une certaine vigueur idéologique. Rien ne garantit d'ores et déjà qu'un avenir riche s'y prépare, mais c'est assurément une possibilité ouverte et peut-être extensible. Entre la Chine, puissance talonnant les États-Unis et la République Sud-Africaine qui peine à déployer son riche potentiel, l'écart économique est énorme, mais des deux côtés, on s'emploie à développer une coopération efficace. Entre la Russie qui prend un nouvel élan et le Brésil qui galope depuis quelques années et pourrait – sauf accident – la dépasser bientôt, la distance est énorme, mais le climat économique et financier mondial stimule leur rapprochement. Entre la Chine et l'Inde, lourdes masses démographiques où les besoins sont

---

<sup>47</sup> Sur le fleuve Amour ou sur un glacier himalayen...

<sup>48</sup> Un *crib* est un berceau...

immenses, l'intérêt d'une coopération enfin bien assise devient évident. Et ainsi de suite, pour les sept autres relations qui peuvent accoupler les cinq pays du BRICS s'ils en ont la volonté politique.

Leur rapprochement, affiché depuis 2008 dans plusieurs G20, s'est notamment manifesté au FMI malgré le freinage des États-Unis. La pression visant à réduire la prééminence du dollar se poursuivra et s'enrichira d'ambitions nouvelles, telle la création d'une Banque de Développement ou d'une nouvelle OPEP<sup>49</sup>. La Chine et le Brésil soutenus par une Afrique du Sud avide d'assistance, appuient ces initiatives que l'Inde et la Russie ne rejettent pas, mais tardent à soutenir pleinement. Les négociations complexes qui précèdent toutes les initiatives internationales d'envergure ne sont pas encore achevées. Si le BRICS maintient son élan premier, puis s'étoffe de divers renforts, il pourra devenir un acteur majeur de l'économie mondiale. En 1955, la conférence de Bandoeng chantait les promesses d'une décolonisation mondiale qui reste à parachever. Longtemps les coalitions de pays « non-alignés » ont navigué, à l'ONU, entre les deux camps de la « guerre froide ». Puis, en 2006, la conversion de l'OECE en une OCDE<sup>50</sup> placée sous la direction du Mexicain Guerra et, surtout, la promotion, en 2013, du Brésilien Azevedo à la tête de l'Organisation Mondiale du Commerce inaugurent une autre étape, celle où le système mondial se rebâtit entre puissances qui, seules ou groupées, ont assez de poids pour que tout devienne négociable, avec ou sans l'aveu des États-Unis et de l'Europe.

La Chine qui accède au rang des superpuissances, la Russie qui tente d'y remonter, l'Inde qui s'en approche et le Brésil qui galope (dangereusement ?) vers ce rang ont encore un rude chemin à parcourir, mais la présence de l'Union Sud-Africaine à leur côté augure d'un déploiement plus large. Si l'attention se fixe non plus sur les États, mais sur les entreprises qui s'y développent, le virage se confirme. Les compagnies énergétiques, les industries ferroviaires, automobiles et aériennes, les flottes marchandes, les firmes électri-

<sup>49</sup> Par les pays producteurs de Platine.

<sup>50</sup> L'Organisation Européenne de Coopération Économique était un outil du plan Marshall. Le relais pris par l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique amorçait le virage actuel.

ques, électroniques et informatiques, les laboratoires chimiques et pharmaceutiques se multiplient dans le BRICS, fût-ce par capture de filiales des FMN occidentales. Si les tergiversations qui retardent les réformes bancaires indispensables pour stabiliser derechef le système monétaire mondial et pour réduire l'évasion fiscale qui anémie les budgets étatiques se prolongent, on assistera avant longtemps à l'effondrement de monnaies trop courues par des placements spéculatifs, tels ceux qui ont ravagé plusieurs pays d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est, au cours des années 1970 et 1980. Mais les sévères mesures d'endiguement qui ont alors épargné au Chili ou à la Malaisie, des effondrements semblables à ceux du Brésil et de divers autres pays ne sont plus des réactions isolées. On peut s'attendre à ce que le Brésil et d'autres pays diversement menacés multiplient de telles sauvegardes. En quoi le BRICS pourrait devenir exemplaire et attractif. D'autre manière, si l'Europe et les États-Unis se lancent dans une hardie relance non adossée à un assainissement monétaire, on assistera vraisemblablement à une poussée de conquêtes sur le marché mondial. Variantes outrageusement optimistes dira-t-on ? Il se pourrait, en effet, mais il est en tout cas très douteux que l'abandon (involontaire) par les États-Unis et l'Europe de leurs rôles de locomotives du marché mondial ne suscite pas des offensives du type de celles qui viennent d'être supputées.

D'autant que, pendant les prochaines décennies où se déploieront les périphéries évoquées ci-avant, les associés du BRICS et leurs suiveurs auront maintes occasions de s'entraider politiquement pour apaiser les différends qui les détourneraient d'une priorité à la croissance économique, en incitant l'Inde et le Pakistan à calmer leurs conflits au Cachemire et ailleurs, en entraînant l'Asie du sud-est vers une exploitation coopérative des fleuves qui déferlent depuis l'Himalaya, en éveillant les richesses potentielles de maintes parties de l'Afrique, etc. Rien de ceci ne se produira par miracle, mais rien non plus n'empêchera le BRICS de payer d'exemple si les essors chinois et brésilien ne déraillent pas, si la Russie reprend pied durablement, si l'Inde met toute sa masse en mouvement et si l'Afrique du sud adjoint au « miracle politique » (que Mandela guida et baptisa la « nation arc-en-ciel ») le « miracle économique » que serait une « Afrique australe exemplaire ».

Bien évidemment, l'optimisme que je viens de manifester semblera irréaliste à beaucoup de bons esprits. Comment imaginer que six pays qui n'ont aucune langue commune et dont la quotidienneté est marquée par des coutumes très variées pourraient durablement concilier leurs ambitions et coordonner leurs politiques ? Comment croire que leurs élites techniciennes, administratives ou savantes pourraient concevoir et entretenir une telle coopération ? Comment espérer que le jeu multiforme de leurs tensions internes supporterait durablement l'inégale intensité des efforts et des contraintes qu'une telle novation politique entraînerait ? D'autant que les pays dérangés par les initiatives émanant du BRICS – à commencer par les États-Unis – ne tarderaient pas à réagir par menaces et contre-feux à de tels dévoiements et débordements.

Cela se pourrait, en effet, mais il est probable que « tout » dépendra des rapports entre les États-Unis et la Chine, comme on pourra en juger prochainement (cf. : n° 9). Même si une fraction seulement de ma rêverie se concrétisait, cela suffirait pour mettre en branle des forces de progrès transcendant la « révolution industrielle » de naguère et la « révolution sociale » qui, de fait, n'a mitonné vraiment que dans les pays scandinaves. Donc pour ajouter aux États et aux FMN (d'orientation capitaliste) qui peuplent aujourd'hui la scène mondiale, outre les nouvelles FMN mêlant l'étatique et le capitaliste qui se profilent déjà (cf. : n° 6) de nouvelles associations inter-étatiques, plus variées que l'esquisse du BRICS, et formant un terrain fertile pour des coopérations sociales, des entreprises culturelles et des agences bénéfiques de toute sorte. Bref pour une réinvention à frais nouveaux de ce dont avaient rêvé les socialistes des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles.



**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE****(9)**

---

**USA-CHINE :  
la difficile invention de la paix**

[Retour à la table des matières](#)

J'ai trop souvent évoqué l'omniprésence mondiale des flottes et des bases américaines pour y revenir une fois encore. Votre quotidien notera leurs flux et reflux éventuels. Mieux vaut observer les zones où la Chine renforce ses positions, car elles font l'objet d'une attention vétilleuse de toutes les agences américaines, militaires ou non.

Le Pakistan a laissé la Chine lui construire un port à Gwadar, sur l'Océan Indien, et le relier par route aux confins du Cachemire. Ce libre accès à la grande voie pétrolière qu'est l'Océan Indien a inquiété les États-Unis. Et ainsi de suite : en visitant le pourtour de l'Inde, puis les îles et presqu'îles du sud-est asiatique, on trouve trace un peu partout de « précautions » chinoises, adossées parfois à des « revendications historiques » plus ou moins discutables. Le temps n'est plus où la Chine et l'Inde guerroyaient sur leurs glaciers frontaliers, mais leurs vigilances réciproques demeurent. Plus au nord, l'attention américaine est renforcée (non sans quelques contradictions entre alliés) avec le concours du Japon et de la Corée du Sud, sinon avec celui de Taïwan qui se rapproche de la Chine (continentale), mais s'efforce de ne rien perdre des protections américaines. Encore plus au nord, là où les ru-

des querelles sino-russes de naguère semblent oubliées, il ne reste plus que les îles Kouriles, poissonneuses et pétrolières, pour éveiller encore quelques appétits japonais, tandis que, pour la vaste Sibérie qui se déploie de la Mongolie au Kazakhstan, de hautes montagnes réduisent les contacts à quelques passages désormais ouverts à des trafics marchands : le dernier exemple en date est celui du chemin de fer liant les réseaux chinois et russes vers le cœur de l'Europe. Bref, l'immense Chine semble encerclée, mais jouit d'une liberté de mouvement que ses liaisons aériennes, maritimes et ferroviaires étendent bien au delà de ses frontières.

En revanche, plusieurs pays de son entourage – lequel s'étend à mesure qu'elle monte en puissance – pourraient l'entraîner contre son gré vers des affrontements régionaux plus ou moins dérapants. Par exemple, la mésentente entre un Japon qui reprend de l'élan et une Corée du Sud toujours plus vivace, ou bien quelque embrouille renouvelée entre le Vietnam et le Cambodge, etc. De fait, le sud-est asiatique est un riche réservoir de conflits potentiels qui ne seront pas toujours pacifiables par un regain de solidarité économique, malgré les excellents exemples fréquemment donnés par l'ASEAN.<sup>51</sup> À quoi s'ajouteront au fil des prochaines décennies, les risques supplémentaires que ferait naître la multiplication des percées semblables à celle que la Chine a engagée en Afrique du sud, après un essai peu convaincant en Algérie, tant le continent africain est riche en zones mal étatisées qui peuvent aisément se convertir en incubateurs de guérillas et de guerres. Chacun de ces risques deviendrait dangereux si l'Amérique y mettait du sien.

Qu'il soit ou non féru de géographie, le lecteur doit savoir que, pour les autorités américaines, une claire connaissance des vastes espaces où je viens de le faire galoper, est leur principale visée. Les escapades chinoises en Afrique australe, même si elles gagnaient d'autres régions à mettre en valeur, ne détourneront pas l'attention de leurs stratèges civils et militaires, quand bien même ces poussées déborderaient outre-Atlantique avec l'appui de nouveaux émules des Castro et des Chavez de naguère. L'inquiétante force de la Chine tient à l'immensité de son territoire, à l'extrême ampleur de son peuplement, à la rapidité de son déploiement industriel et à la puissance

---

<sup>51</sup> Sigle anglais de l'Association (économique) des nations du sud-est asiatique.

comme à l'élasticité de son arsenal (nucléaire et autre...). D'autant qu'en son cas, la dissuasion nucléaire réciproque est sans limite politique. Si la « montée aux extrêmes s'enclenchait, la Chine n'aurait aucun OTAN à ménager, aucun Japon à tenir en laisse, aucune crainte vis-à-vis d'une Russie dont elle a naguère déjoué les pressions, aucune faiblesse à l'égard d'une Corée du Nord qui divaguerait par trop.

Les croisades que l'ère Bush avait multipliées ne semblent plus de saison. Après sa réélection, Obama doit gérer une défaite en Afghanistan et une situation périlleuse au Proche et Moyen-Orient. Il essaie d'amorcer un virage vers une politique internationale moins belliqueuse. Il faudra du temps pour en juger, mais la promotion à la Défense, à la CIA et aux Affaires Étrangères d'hommes aguerris par de rudes combats <sup>52</sup>, sans être porteuse de promesses pacifistes, sera néanmoins pacifiante, si le Congrès (où les lobbies militaristes sont puissants) ne crée pas trop d'obstacles. Cette évolution se dessine, alors que l'agenda international des États-Unis, marqué par la crise économique mondiale et par l'anémie du dollar (cf. : n° 3) est riche d'obstacles qui n'inclineront pas aux grandes dépenses. Ainsi, les deux puissances majeures du monde actuel ne semblent pas être enclines à chercher de sitôt une confrontation.

Les grandes batailles des temps prochains seront plutôt d'ordre économique. Les FMN se déploient à leur guise vers les ressources naturelles, les réservoirs de main-d'œuvre et les beaux segments du marché mondial, sans oublier de capter les innovations prometteuses et d'abriter leurs gains des « fiscalités abusives » que certains États leur font subir (cf. : n° 6). Beaucoup d'entre elles sont parties prenantes dans les spéculations financières qui échappent aux regards des banques centrales et des bourses contrôlées par des États. Certes, un virage se dessine actuellement pour combattre l'évasion fiscale des particuliers et des firmes et pour affermir certaines grandes bourses. Mais il faudra beaucoup d'obstination politique pour qu'en peu de décennies, l'actuel désordre soit réduit. Donc la trame mondiale que tissent les FMN continuera de s'épaissir, même si des États musclés affermissent leurs prises sur leur tissu fluant. Les nœuds de la réforme souhaitable se trouveront au FMI, s'il réussit à déjouer la suprématie « mécanique » du \$ (cf. : n° 2) et peut-être aussi du côté de l'OMC ou

---

<sup>52</sup> Au Vietnam notamment.

de ce qui la remplacera. Par un miracle aujourd'hui imprédictible, de solides agences pourraient aussi voir le jour, en matière climatique, numérique, éducative, etc., le tout dans un système onusien rénové, ce qui est beaucoup demander.

Aujourd'hui, l'ordre public entretenu par les États (isolément ou via leurs alliances, fédérations et autres groupements) semble être souvent surclassé par l'ordre marchand (d'origine bancaire, industrielle et autre) mais rien ne garantit la pérennité de ce triomphe du libre-échange. D'ores et déjà, des appuis politiques viennent esquisser des transformations souhaitables, sous des formes variées : des FMN à la norvégienne, à la chinoise ou d'autre venue préfigurent de possibles mariages du public et du marchand. Un autre exemple s'esquisse vaille que vaille dans les diverses banques publiques (étatiques ou internationales) qui naissent ou renaissent.<sup>53</sup> D'autres poussées pourraient pointer, si les médiocres tentatives d'affermissement international du syndicalisme « ouvrier » et « paysan » prenaient plus d'élan.

À en juger par les faits acquis à ce jour, de telles supputations sur un au-delà de la prééminence marchande peuvent assurément passer pour du *wishful thinking*. Mais elles prendront corps de façon significative, si les grandes puissances d'aujourd'hui sont conduites à (ou contraintes de) se réformer : en Chine, pour échapper au basculement vers la nouvelle variante du capitalisme mondial qui est portée par le développement de sa structure économique actuelle (cf. : n° 5) ; au Japon, si l'actuel réveil après deux décennies de semi-léthargie est suivi par quelques novations politiques ; au Brésil, si les ravages des capitaux flottants qui le menacent sont mieux canalisés que lors des crises « asiatiques » et « mexicaines » des années 1970 et 1980 ; en Europe, si les divagations de la France et de plusieurs autres États sont enfin corrigées par ce que les architectes appelleraient « une reprise en sous-œuvre » de l'édifice européen (cf n°10) ; et aux États-Unis même, si ce pays devenait ce qu'il n'est pas, à savoir un véritable État organique et fonctionnel et non plus un tas d'États biscornus, moulés

---

<sup>53</sup> Pour illustrer ce point, il faudrait suivre, par exemple, l'itinéraire des banques publiques françaises (Caisse des Dépôts, Crédit Foncier, Crédit National, etc.) de leur grignotage par le marché jusqu'aux tentatives actuelles de fondation à fais nouveaux. En divers pays des tendances analogues sont observables.

dans la glaise d'une « *common law* » et lourdement emprisonnés par le corset mondial que son *EnE Defense* lui a construit. <sup>54</sup>

Quand Robyn Meredith imagine, dans « *L'Éléphant et le Dragon* » <sup>55</sup> que la Chine pourrait calmer la Corée du Nord, elle commet une énorme erreur géopolitique. Minghao Zhao – chercheur au département international du Comité Central du PC chinois – est mieux inspiré quand il invite Pékin à faire plus d'efforts pour intégrer les trois outils stratégiques que sont la diplomatie, la défense et le développement. Combattant la myopie internationale, il invite la Chine à accepter que « *more is not always better* », qu'il s'agisse de croissance économique, d'influence géopolitique ou de capacités militaires. Zbigniew Brzezinski qui fut le conseiller de Jimmy Carter en matière de sécurité nationale soutient une position assez semblable en souhaitant que les États-Unis s'orientent vers une coopération entre USA et Chine. Le « *trans-Pacific Partnership* » qu'il appelle de ses vœux est proche des conclusions que Kissinger a tirées dans « *Sur la Chine* » <sup>56</sup> de ses longues négociations de l'époque maoïste. Mais ces conseils peuvent-ils trouver dans le fonctionnement ordinaire des forces économiques, politiques et idéologiques (dont l'ajustement du système mondial est la résultante) assez d'appuis dynamiques pour que le duo de grandes puissances qui se construit actuellement ne se convertisse pas en un duel pour l'hégémonie ?

---

<sup>54</sup> Voir, sur le site indiqué en tête de la présente note, celui des *Trois Essais* qui est consacré à *l'automne américain* : l'État dans l'État qu'est *cet EnE* y est analysé.

<sup>55</sup> Le titre complet de ce livre de 2008 est : « *The Elephant and the dragon : The Rise of India and China and What it means for All of Us* »

<sup>56</sup> « *On China* », The Penguin Press, New-York, 2011.

**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE****(10)**

---

**Quand l'Europe s'éveillera...**

[Retour à la table des matières](#)

Pour les géographes, l'Europe est un ensemble d'îles et de presqu'îles, situé à l'extrême-occident du continent asiatique et taraudé par de multiples anfractuosités. Les historiens prennent tout ou partie de ce lieu-dit comme décor de leurs récits. Positifs et vérifiables, les savoirs des uns et des autres ne spécifient pourtant pas ce qui range l'Europe d'aujourd'hui parmi les grandes puissances de notre monde. Les politiques semblent plus hardis, car ils ont donné forme depuis le milieu du 20<sup>e</sup> siècle à toute une série de *Commissions*, d'*Organisations* et d'*Unions* dont l'étiquette européenne a été enrichie de multiples façons.

L'OTAN a pesé lourdement sur l'émergence de l'Europe politique diversement baptisée, mais les débats complexes qui ont accompagné, tous les vingt ans, l'actualisation de cette alliance militaire créée en 1949, ne l'ont pas éliminée du paysage européen.<sup>57</sup> En fait, l'Europe des États s'est esquissée sans le concours des USA, à partir du Bene-

---

<sup>57</sup> Constituée en 1949 sous la houlette des USA et reconduite depuis lors, l'OTAN s'étoffe après la chute du Mur de Berlin, par réunification de l'Allemagne et par adjonction aux pays de « l'Ouest » de ceux de « l'Est », le tout s'accompagnant de divorces (Tchécoslovaquie et surtout Yougoslavie) qui allongèrent d'autant la liste des États « adhérents ».

lux et de la CECA <sup>58</sup> et elle a progressé, par adhésions et par spécialisations additionnelles, vers l'actuelle *Union Économique et Monétaire* (dite UEM) *de l'Union Européenne* plusieurs fois élargie et modifiée depuis sa création formelle en juillet 1990. Cette UEM défraie la chronique depuis qu'en 2002 son euro (€) a été substitué aux monnaies de plusieurs pays européens. Il faudrait une longue chronologie pour détailler cette chaîne d'innovations, mais comme elle se prolongera longtemps encore, mieux vaut se contenter d'en repérer l'essentiel : l'UEM est aujourd'hui *l'Europe des 27* au sein de laquelle une *Europe des 17* utilise effectivement l'euro comme monnaie courante. En 2005, tandis que se préparaient dans toute l'Union Européenne de l'époque, des élections à l'occasion desquelles les Français (et plusieurs autres peuples) allaient se diviser, j'ai publié une sorte d'inventaire critique intitulé : « *L'Europe ou les Europes* » <sup>59</sup> qui n'a hélas rien perdu de son actualité. Il démêle les héritages historiques des **27** et il commence à analyser les vices de construction qui inhibent les **17**. Ici, je vais centrer l'attention sur ces vices comme sur les remèdes qu'il serait bon - voire indispensable - de leur apporter pour que le 21<sup>e</sup> siècle *finisse bien*...

En premier lieu, vient la PAC, cette Politique Agricole Commune qui a rallié les paysanneries parallèlement à l'exode vers l'industrie du trop-plein de main-d'œuvre rurale. Des protections et de généreuses subventions ont provoqué une forte croissance des productions et des exportations agricoles, accompagnée d'une surconsommation d'engrais et d'une concentration de la propriété foncière. Ainsi portées, les paysanneries européennes absorbent une très grande part du budget de l'UEM, tirent les majorités électorales vers un solide conservatisme et nourrissent l'attrait d'un élargissement de l'Union. Les **27** – unis peu à peu – seront rejoints en 2013 par deux nouveaux venus (Croatie et Lettonie) et il reste encore quelques États (réels ou potentiels) dans la file d'attente de la PAC. Cette aide sacralisée commence à se réduire, mais pas au point de permettre au budget européen de concourir vigoureusement à la lutte contre le chômage qui sévit désormais dans toute l'Europe.

---

<sup>58</sup> Benelux : union économique de la Belgique, de la Hollande et du Luxembourg. CECA : Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

<sup>59</sup> [Disponible sur le site canadien](#) annoncé en tête de la présente étude.

En effet, le budget de l'UEM ne se nourrit guère de recettes nouvelles. Côté PAC, il devrait se charger de taxes écologiques pour réapprendre aux paysanneries ultra-productivistes à soigner la terre et à user sagement des eaux. Côté chômage, il pourrait s'orienter vers d'utiles renforts industriels, afin de conforter la formation professionnelle, l'innovation technologique et l'élaboration de stratégies adaptables au devenir de l'économie mondiale. Pour tourner ce budget vers l'avenir, d'autres ressources pourraient être trouvées par une sage réévaluation des dépenses militaires (« otanisées » ou non) qui conduirait, de fil en aiguille, à déraciner bon nombre des séquelles du colonialisme obérant l'héritage de maints pays européens, à commencer par les plus grands, dont la France, bien sûr.

Mais pour que de telles perspectives budgétaires aient chance de s'ouvrir, il faudra sans aucun doute *alléger et enrichir* le système complexe des pouvoirs politiques que les traités européens ont construit jusqu'ici. Point n'est besoin de détailler la composition et le rôle actuels des organismes qui dirigent l'UEM, tant ce fatras, né par adjonctions successives et coordonné vaille que vaille est loin d'avoir trouvé un équilibre fonctionnel, producteur de décisions claires, de budgets bien réfléchis et de sages prévisions pluri-annuelles. En fait, l'UEM, vit sous la tutelle d'États européens, tous vétilleux. Ses organismes propres sont le plus souvent des collectifs de représentants nommés par lesdits États pour des missions étroitement canalisées. Face à cette « Europe des États », le Parlement européen n'est encore que le modeste embryon d'une « Europe des peuples ». La clarification nécessaire n'est pas retardée par la gravité des accidents politiques, monétaires et autres que provoque la crise économique mondiale, car son frein principal est d'ordre historique. L'Europe est couturée de frontières qui sont les cicatrices de guerres, d'annexions, de scissions dont le souvenir demeure vif. La convalescence est commencée, mais à ce jour, la PAC est la seule politique paneuropéenne qui ait « réussi » et la création de l'euro est la seule initiative qui rayonnera puissamment, si la BCE « réussit » à la consolider. Le reste est à construire, dans un avenir que je souhaite proche, mais dont il faut déblayer les voies d'accès.

Ce déblaiement ne sera pas acquis par une extrapolation rapide du modèle scandinave, car la coopération des syndicats de salariés et des associations d'employeurs avec les gouvernements, qui fonde ce mo-



dèle ne pourra s'étendre à toute l'Europe des **27** (et plus) qu'au prix d'une longue et sage pratique. Pour cela, l'outil le plus utile serait assurément un Parlement européen conquérant de plus en plus de pouvoirs, après des élections adossées à une substantielle prolifération de partis et d'associations de vocation (*ou mieux : d'échelle européenne*). En effet, un véritable budget voté par un Parlement ayant pouvoir de lever l'impôt et d'orienter la dépense publique donnerait à « l'Europe des Peuples » la possibilité d'influencer pertinemment « l'Europe des États ». Non point pour multiplier les générosités par trop dispendieuses qui sont devenues la plaie de la PAC, mais pour marier des budgets européens pertinents avec des capacités de crédit de mieux en mieux stabilisées et déployées sous le contrôle d'une véritable BCE. À titre d'exemples (mineurs, mais significatifs), je note que l'enflure bureaucratique de toutes les institutions européennes pourrait être fortement minorée si la pluralité des « langues de travail » y était réduite et si la localisation des services européens était débarrassée des effets de notoriété dont la France a produit un triste modèle. <sup>60</sup> Quant aux administrations requises pour exécuter les décisions européennes (telles que la perception des impôts), il appartiendrait au Parlement européen d'en décider, sur proposition de la Commission Européenne, elle-même renouvelée. <sup>61</sup>

Avec la Grande-Bretagne, des clarifications seront à rechercher, mais pas seulement pour des raisons budgétaires, même si le « *I want my money back* » <sup>62</sup> est à gommer en toute hypothèse, car la participation à une collectivité d'États exclut tout particularisme : a fortiori, celui d'un État riche. De l'Europe des **17** vers celle des **27**, sept transferts d'États sont déjà probables, sinon datables. Les impétrants seront reçus dans la zone euro dès qu'ils satisferont aux critères de convergence fixés par les traités en vigueur. Il ne restera plus, alors, face à

---

<sup>60</sup> Avec 5 ou 6 langues de travail, (parmi lesquelles chaque Parlement national élirait sa préférée pour le fonctionnement des institutions européennes), les débats ou documents à traduire seraient fortement réduits, tout comme les effectifs ad hoc. Quant aux effets de notoriété, l'exemple néfaste que je vise est le doublon strasbourgeois du Parlement européen, avec armes et bagages à transférer deux fois l'an, pour les sessions loin de Bruxelles.

<sup>61</sup> Ce point sera éclairé derechef lors de l'examen du système mondial (cf. n° 11).

<sup>62</sup> « Ristourne » imposée par Mrs Thatcher de triste mémoire...

l'Europe des **27** (devenus **28** ou plus) que trois États, lointains héritiers de *l'Association Européenne de Libre-Échange*, à savoir : le Danemark et la Suède, aux côtés du Royaume-Uni. Bien des négociations devront concrétiser leurs évolutions qui semblent devoir mûrir avant 2020, mais on n'a point de souci à se faire pour les deux premiers qui ne handicaperont pas l'Europe, quels que soient leurs choix respectifs. Le cas britannique est différent, non point parce qu'un regain d'irrégentisme écossais ou de particularisme irlandais désaxerait le Royaume-Uni, mais bien parce que l'Angleterre, par toutes ses excroissances propres, occupe une position-clé dans l'actuel système mondial (et pas seulement dans sa dimension européenne).

En effet, dix paradis fiscaux dépendent de la Couronne britannique <sup>63</sup> dont quatre dans l'espace européen. De là, il faut remonter jusqu'au cœur de Londres pour trouver la *City*, corporation semi-autonome que j'ai déjà évoquée (n° 3), laquelle est, tout comme la banque new-yorkaise, l'un des piliers du système bancaire mondial, aujourd'hui totalement déréglé. L'Europe ne pourra pas prendre de l'élan tant que ce système bancal n'aura pas été redressé, au moins pour ce qui la concerne. Ceci n'implique pas seulement la pleine application de Bâle III et des réformes déjà esquissées par Michel Barnier, à la Commission Européenne, mais requiert par surcroît une reprise en sous-œuvre de la Banque Centrale Européenne. En effet, cette BCE, gestionnaire supposé de l'euro commun, n'est pas encore une véritable banque centrale. Son gouverneur n'a pas autorité sur les banques centrales de chacun des **17** (et plus). Il n'est que le pilote d'un comité des gouverneurs des dites banques centrales. En chaque pays, le contrôle des banques commerciales demeure, pour l'essentiel, l'affaire de la banque centrale qui y survit. Bref, l'euro, sans véritable gouvernail, navigue au jugé.

Dans une Europe qui a beaucoup souffert des péripéties monétaires depuis la mort du régime de Bretton-Woods en 1975 (cf. : n° 3), la mise en service de l'euro, en 2002, n'a pas eu les effets bénéfiques qui étaient escomptés. Le déficit n'est que partiel – et probablement réparable – mais il est pleinement révélateur du vice congénital de l'UEM : c'est qu'en tous ses aspects, cette Union Européenne est un

---

<sup>63</sup> Bermudes, Îles Vierges, Îles Caïman, Gibraltar, Anguila, Montserrat, Îles Turques et Caïques, Jersey, Guernesey et Île de Man.

collège d'États demeurés féroce­ment indépendants. Pour bien com­prendre ceci, il faut se hisser des affaires bancaires (ou agricoles et autres) jusqu'à embrasser d'un même regard non pas ce qu'étaient les visées des fondateurs et des adhérents ultérieurs, mais bien ce qu'est de fait l'ensemble européen d'aujourd'hui. C'est un collectif d'États, variés et inégaux, dont chacun veut garder sa pleine souveraineté et n'accepte d'en abandonner une parcelle qu'au prix de traités ultra-détaillés qui fixent les conditions de mise en œuvre de chaque mesure. D'où les suggestions déjà avancées, quant au Parlement européen, afin que l'ensemble des peuples puisse partager le pouvoir en Europe, avec l'ensemble des États.

Pour concrétiser les remarques fondamentales qui viennent d'être formulées, la pire des méthodes serait de prendre pour modèle une association d'États ayant remporté, en son temps, un succès remarquable.<sup>64</sup> L'Europe cherche à prendre forme et pérennité dans un système mondial tout à fait différent des ères guerrières et coloniales où ces constructions prirent racine. Les bricolages dûment négociés qui ont conduit au fatras actuel ne peuvent être – selon les cas – corrigés, réparés ou démolis que si ce chantier s'ouvre sous la responsabilité conjointe de ce qui existe présentement comme médiocre esquisse d'une « Europe des États » (boursouflée par d'inutiles et dangereuses missions administratives de détail) et d'une chétive « Europe des Peuples ». En clair : par ablation massive et révision partielle des traités interétatiques en vigueur et par épanouissement du Parlement européen. Ce dernier devrait être le moteur de cette réforme, après que les États eussent élargie sa mission et confortée son assise électorale.

Ainsi le Parlement pourrait fixer la courte liste des ministères à faire fonctionner à l'échelle européenne et approuver (ou non) la liste des personnes les dirigeant<sup>65</sup> De leur côté, les États continueraient de composer leur commune Commission Européenne selon des traités convenus entre eux – ou révisés par leurs soins collectifs. Enfin, il appartiendrait à la Commission comme au Parlement de fixer la gamme

---

<sup>64</sup> Les exemples « récents » les plus souvent cités sont le Saint Empire Romain Germanique et les États-Unis d'Amérique.

<sup>65</sup> Liste complète ou détaillée par poste à pourvoir et proposée par la Commission Européenne rénovée ou par le Parlement lui-même, mais en tout cas soumise à un vote de ce Parlement.

des appareils administratifs proprement européens à conserver, à rénover, à créer ex nihilo ou à sous-traiter à des administrations nationales (déjà bien équipées) pour agir sous mandat et contrôle européens.

Vues d'aujourd'hui et sans préjuger des erreurs et omissions du présent texte, il se pourrait que la cécité (douanière, fiscale et autre) qui résulte nécessairement d'un libre-échange ajusté selon les normes de l'OMC <sup>66</sup> doive être corrigée par de nouvelles initiatives à définir en coopération avec la BCE. Ou encore, que la mise en œuvre des décisions fiscales liées à la réforme de la PAC, à la séquence des budgets européens ou à d'ambitieux programmes pluriannuels d'investissement, doive conduire à des créations additionnelles. J'évoquerai un dernier exemple qui pourrait se révéler de grande portée internationale : ce serait de créer un Conseil de Sécurité paneuropéen, qui aurait à coordonner ses normes avec celles du Conseil de Sécurité de l'ONU. Il se pourrait, en effet, que pour le traitement des séquelles du colonialisme européen et le nettoyage des séquelles balkaniques des dernières décennies, ou pour traiter d'autres abcès de fixation aux confins de l'Europe, ce conseil paneuropéen puisse jouir d'une exemplarité plus durable que celle de l'OSCE <sup>67</sup>, notamment quand l'Ukraine ou la Turquie frapperont à la porte de l'Europe ou même quand un Proche et Moyen Orient, lassé de ses guerres éternelles, cherchera quelque stimulation.

---

<sup>66</sup> Organisation Mondiale du Commerce.

<sup>67</sup> Issue des Accords d'Helsinki (1971).

**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE****(11)**

---

**Les contorsions du système mondial**

[Retour à la table des matières](#)

La planète Terre est aujourd'hui couverte par un système mondial unique, formé par un conglomérat d'États pris dans un réseau de liens multiples. Les premières novations politiques du 21<sup>e</sup> siècle (effondrement de l'URSS, éveil de la Chine, croisade « antiterroriste » des USA) ont parachevé cette interconnexion générale, si bien que la crise économique qui sévit depuis plusieurs années est véritablement une crise mondiale. De fait, elle est le ressort principal des contorsions dont souffre toute la planète. Mais l'Europe en mal d'euro, les USA dont le dollar s'anémie, le yen japonais qui se fragilise et le renminbi chinois qui est souvent mis en accusation se laissent mal insérer dans un diagnostic unique. Les particularités de chaque pays sont surévaluées, ce qui dispense d'observer de trop près la transformation d'un capitalisme mondial où les FMN tendent à s'émanciper des États, si ce n'est à les soumettre, à moins que ces États ne ravivent un capitalisme d'État naguère honni (cf. : n° 6).

Ainsi, les conclusions de la Conférence organisée, en avril 2013, par le FMI pour « *Repenser la politique macro-économique* », fort bien analysées par Olivier Blanchard <sup>68</sup> montrent que le système mo-

---

<sup>68</sup> Directeur du Département des Études du FMI. Conclusions publiées en juin 2013.

nétaire et financier international continue de « naviguer à vue » sans bien départager les rôles à assigner aux banques centrales (la politique monétaire) et aux gouvernements (la politique budgétaire). Les experts venus de maints pays ont souligné que des outils bien affinés doivent servir « la politique monétaire qui agit sur la prise de risques » sans se confondre avec « les outils macro-prudenciers affectant la demande globale » et qu'une concertation des décideurs responsables dans ces deux domaines doit être organisée. Mais le diable qui se loge dans les détails (dans les pays anglo-saxons comme ailleurs) n'a pas été pourchassé, car les « détails » opérationnels ne font pas encore l'objet d'un consensus politique international.

Toujours au FMI, une analyse de la liquidité internationale <sup>69</sup> en a fait deux parts : d'un côté la *core liquidity* (c'est-à-dire le « noyau » de la liquidité, sa part centrale) qui est source du financement traditionnel où les prêts sont nourris par les dépôts reçus en banque ; et la *non-core liquidity* laquelle provient de la titrisation de crédits bancaires (excédant les dépôts et les ressources propres des banques) et de tous les autres financements externes acquis au moyen d'emprunts assortis de garanties variées. Cet énorme volet *non-core* manifeste le rôle croissant du *shadow-banking system*, c'est-à-dire des financements provenant d'autres sources que les banques commerciales, lesquelles sont en principe supervisées par la banque centrale, pays par pays. En fait, une fraction croissante des ressources *non-core* est *foreign-monetary denominated*, c'est-à-dire libellée en monnaies étrangères au pays où elles sont converties en crédits, d'où interférences avec l'évolution des taux de change pendant la durée desdits crédits, ce qui peut perturber le fonctionnement courant des entreprises emprunteuses et s'accorde mal avec leurs calendriers d'investissement. La fébrilité du crédit, sa rareté pour divers types d'entreprises et la difficulté de financement des investissements à moyen et long terme, bref, la crise économique mondiale sont ainsi entretenues.

Sur cette toile de fond financière, les tensions entre États et FMN (cf. : n° 6) constituent une circonstance aggravante extrêmement dangereuse, à savoir : la soi-disant « optimisation fiscale ». Cette formule,

---

<sup>69</sup> « *The Financial Crisis. Capital Flows and Global Liquidity* » - Note présentée par Naoyuki Shinohara, Directeur Général Adjoint du FMI, à une Conférence internationale organisée par la Banque de Corée (le 3/6/2013).

vulgarisée par les écoles de commerce, gomme toutes les particularités des rapports entre chaque grande entreprise et les divers États où ses activités se déploient, pour les figer dans de soi-disant « chaînes de valeur ». Le coût de chacun des éléments qui composent la valeur d'une production donnée doit être « optimisé », depuis les matières premières jusqu'aux unités de fabrication, et des entrepôts et transports jusqu'aux lieux de vente. Ceci vaut non point pour chaque ligne de produit, mais pour toute la gamme des productions d'une même FMN, sur des sites bien choisis pour chaque étape et en limitant les « faux frais » inévitables pour sécuriser les opérations ou assurer les risques. L'objectif est le même pour les salaires et autres frais de personnel ou de services (juridiques, fiscaux, bancaires, etc.). Il n'est jamais perdu de vue quand sont fixés les prix de cession d'une filiale à l'autre et d'un pays à l'autre. Évidemment, les impôts à payer aux États qui taxent les bénéfices sont à raboter ou à éluder autant que possible. L'optimisation fiscale atteint son apogée quand le gros des résultats émerge dans un pays où la taxation des profits est nulle ou négligeable, à moins que le fisc y soit très distrait (ou distrayable). Dans cette perspective « valorisante », les États ne sont pris en considération que pour des raisons très limitées : comme gardiens de l'ordre public, vendeurs de permis (de construire, d'extraction minière, de circulation des « matières dangereuses »), fournisseurs des routes et ports indispensables, préleveurs de « péages douaniers » etc. En fait, ces charges rejoignent les frais liés aux différences linguistiques avec la main-d'œuvre locale ou à l'inévitable recours à des « conseillers » avertis des droits et coutumes de l'endroit : ce sont de simples « coûts de transaction ». Bref, l'idéal est de réduire chaque État à un « territoire » dont il faut payer l'utilisation.

Le désordre bancaire et financier qui corrode les pays industriels et l'optimisation fiscale au service des FMN sont des effets du développement capitaliste de l'économie mondiale. Le néo-libéralisme qui n'apporte sa vigoureuse poussée tendrait à réduire le rôle de l'État à des missions sagement mesurées (hormis les « devoirs » de police et de guerre). Or, contrairement à cette visée, la rentabilité du capital investi dans la production et dans tout ce qui l'accompagne nécessairement peut fort bien se développer sans un permanent rabotage de la fiscalité en toutes ses formes : voyez l'Europe occidentale des Trente Glorieu-



ses ! <sup>70</sup> Tandis que, par ailleurs, la chasse aux impôts peut se déployer même dans les pays où l'investissement productif est rare et médiocre : voyez la Grèce et ses émules d'aujourd'hui.

Pour éviter que les actuelles contorsions du système mondial se prolongent jusqu'à faire éclater l'Union européenne, faire tituber les États-Unis, casser l'élan de la Chine, empêcher la maturation des pays du BRICS naissant et envenimer le Proche et Moyen Orient ou les confins indo-pakistanaïes et les autres foyers *des guerres qui pourraient devenir mondiales* (cf. : n° 2), l'urgence est, à tous égards, de sortir le monde actuel de la crise économique-financière qui l'anémie, car la reprise d'une nette croissance des ressources mondiales favoriserait la mise en œuvre de solutions pacifiantes – lesquelles seront inévitablement lentes et onéreuses.

Des remèdes pour sortir de la crise ont été définis de ci de là. Il faut encadrer les banques commerciales, casser ou, à tout le moins, cantonner étroitement les *non-banks* et les « pseudo-bourses » <sup>71</sup> ; bâtir aussi des banques publiques <sup>72</sup> spécialisées dans la construction, le développement industriel, l'innovation technologique, sans oublier les petites entreprises ; soumettre toutes ces banques, privées ou publiques, au contrôle de la banque centrale de chacun des pays où elles opèrent, mais donner aussi aux autorités politiques qualifiées (de l'État ou de l'Europe, etc.) la capacité d'orienter les missions prioritaires de ces établissements. Le FMI et la FRB américaine, la Commission Européenne et la Banque Centrale Européenne, comme maintes autres sources <sup>73</sup> ont établi des projets et programmes qui pourraient contribuer à une telle réorientation bancaire et financière.

La question centrale n'est pas de savoir que faire, mais d'avancer à contre-courant de la « sagesse » capitaliste du moment, sans caresser l'illusion qu'une réforme globale pourrait aisément intervenir. Les

---

<sup>70</sup> Les trois décennies d'après 1945 où la reconstruction et l'essor économique furent manifestes.

<sup>71</sup> Par cette formule, je vise les bourses privées et autres « plateformes » d'échange international de titres et de monnaies, à gestion privée, voire occulte, qui masquent les transactions – souvent automatisées – à tous les regards d'autorités nationales ou internationales jugées « indiscrettes ».

<sup>72</sup> D'échelle nationale, européenne ou d'autre envergure internationale.

<sup>73</sup> Par exemple, le Comité de Bâle.



États, les partis, les syndicats et autres acteurs devraient participer à cet effort pluri-annuel, sans jamais se satisfaire de beaux discours ou de mesures subalternes ; Ainsi, par exemple, il faudra dénoncer les échanges de données fiscales, d'État à État, si les « paradis fiscaux » bien connus sont tenus pour un maillon utile de tels échanges, alors que l'asphyxie de ces « paradis » - sans exception aucune – devrait figurer parmi les urgences prioritaires. De même, les rapatriements de bénéficiaires frauduleusement dissimulés ne devraient pas être attirés par des offres d'exemption partielle ou provisoire, alors que cette forme d'optimisation fiscale renaît sans cesse. Faute d'extirper les filières de ces fraudes en les déracinant méthodiquement, il faut mettre sous surveillance permanente les FMN en ayant usé. Autre exemple : l'UEM <sup>74</sup> qui pourrait devenir exemplaire en maintes matières financières, devrait apprendre à jouer de ses OMT <sup>75</sup> sans se soucier des leçons d'orthodoxie bancaire qu'on lui administrera de divers côtés. De même, il convient de ne tenir aucun compte des jérémiades financières contre les politiques anti-crisis (pratiquées par l'UEM et d'autres États) supposées « mettre en péril les pays émergents », alors qu'il s'agirait plutôt d'aider ces derniers à canaliser ou à sequestrer les flux de capitaux spéculatifs attirés par les occasionnelles survalorisations de leurs monnaies ou par des ruées soudaines vers leurs titres cotés. Et ainsi de suite, presque à l'infini : la reconstruction d'un équilibre monétaire et financier non dommageable pour l'économie mondiale sera un travail de longue haleine.

Parmi les décisions politiques majeures à prendre durant cette période, il faudra évidemment régler le cas de la Grande-Bretagne (cf. : n° 10), ce qui nécessitera de la patience et de l'obstination. Qu'il y ait départ, expulsion ou nouvelle « entente cordiale », un traité bien réfléchi sera nécessaire. Bien d'autres travaux de la Commission Européenne et du Parlement européen, éventuellement confirmés par des traités ad hoc, seront nécessaires, d'année en année, pour fixer régulièrement des objectifs ambitieux et pour bien orienter les appareils

<sup>74</sup> Union Économique et Monétaire de l'Europe

<sup>75</sup> Ces OMT sont des *Outright monetary transactions*, c'est-à-dire des opérations exceptionnelles décidées par la BCE (Banque Centrale Européenne) pour soutenir un pays pris dans une tempête spéculative menaçant de naufrager l'euro.

bancaires et les autorités de contrôle qui auront à les suivre. Car, en vérité, la construction d'une Europe unie de qualité exemplaire sera une tâche très longue, mais non synchronisable avec la maturation d'un système mondial plus avenant que l'actuel. <sup>76</sup>

---

<sup>76</sup> Pour explorer plus profondément les problèmes qui viennent d'être évoqués, je conseille aux lecteurs (de culture marxiste ou non) de méditer l'annexe 3 de l'essai sur « [L'Europe ou les Europes](#) » disponible sur le site canadien indiqué au tout début de la présente étude. La dite annexe porte sur la « *Géographie des luttes de classes* ».

**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE****(12)**

---

**Une France fin de siècle...**

[Retour à la table des matières](#)

La France joue son histoire sur grand écran. Quand Braudel s'interroge sur *L'Identité de la France*<sup>77</sup>, il emboîte des amalgames d'origine diverse, advenus au long des siècles. La France n'est pas « venue du fond des âges » comme l'a chantée de Gaulle. Elle a pris corps en tant qu'État au long d'une lignée royale durcie par quelques Richelieu. Ses minces filets d'échanges n'ont formé une économie cohérente qu'au prix de rudesses fiscales surclassant les propriétés domaniales. Là-dedans, une série d'artistes, d'écrivains et de savants plus ou moins philosophes a grandi peu à peu, en s'inventant un langage commun, plus avenant que le latin d'église ou les dialectes provinciaux et les patois ruraux. Quand arrive le 18<sup>e</sup> siècle, la France existe tout à fait. Bientôt une Révolution énorme et un Empire agressif le font savoir à toute une Europe dont les élites avaient été prévenues de plus longue date.

---

<sup>77</sup> Écrit entre 1981 et 1985, cet ouvrage sera publié en 1986, un an après la mort d'un auteur très souvent admirable, mais, ici, un peu porté à exagérer l'ancienneté de la chose « France ».

Alors s'affiche son goût pour les rêves d'avenir. Goût auquel, bon Français que je suis, j'ai dû céder, bien évidemment, lorsqu'en essayant d'explorer *sociologiquement* le devenir global de la société française dans le système mondial auquel elle appartient de fait, j'ai approché des *moments critiques* de son histoire réelle. En publiant *Le Contrat Socialiste*<sup>78</sup> un an après les rêves de mai 1968, j'ai essayé d'entrevoir un avenir de meilleur aloi que celui vers lequel la défaite des rêveurs a finalement entraîné toutes les forces politiques de la gauche française. J'ai récidivé en adonnant mes recherches théoriques sur *La Société* de considérations sur l'histoire et le devenir des structures propres à la société française. Reprenant (sous une forme très raccourcie) les orientations dégagées par ces travaux, je vais supputer le cheminement de la société française d'ici la fin d'un siècle qui la ratatinera de plus en plus.

À commencer par le très proche avenir, il faut hélas constater que la France est en piteux état, malgré de beaux restes qui y rendent la vie agréable pour les bien-installés et attractive pour ceux qui s'y installent au sortir de lointaines misères. Les mots proclamés par les responsables politiques et les idéologues médiatisés sont : réforme, innovation, économies budgétaires, désarroi des jeunes et sauvegarde de l'ordre public. Mais il est difficile de soigner un pays plus apte à se révolter qu'entraîné aux négociations sérieuses et aux innovations programmées. Les six ou sept étages d'assemblées délibérantes qui s'empilent du village à l'Assemblée Nationale et au Sénat sont eux-mêmes encadrés par un pouvoir central d'où le Président de la République surclasse cette pyramide démocratique, avec l'aide de ses ministres, préfets et autres antennes. Le cumul des mandats entre élus aux divers niveaux a pris des proportions cancéreuses, mais il ne cessera qu'au prix d'interventions chirurgicales. À côté d'un Conseil des Ministres, piloté par le Premier d'entre eux, cinq institutions jouent un rôle primordial. Ce sont – sans hiérarchie aucune – un Conseil d'État, consulté pour les projets de lois et de décrets et qui supervise un ensemble de tribunaux administratifs où sont tranchés les conflits entre des particuliers et la puissance publique ; puis une Cour des Comptes, assistée d'antennes régionales qui juge les comptabilités publiques ; et

---

<sup>78</sup> [\*Le Contrat Socialiste\*](#) date de 1969. Les six volumes de [\*La Société\*](#) (évoqués plus loin) ont été publiés de 1977 à 1983. Tous textes librement téléchargeables sur le site indiqué en tête de la présente étude.

encore une Inspection des Finances, placée, en principe, sous l'autorité d'un ministre des Finances qu'elle guide plus souvent qu'elle ne le subit ; puis ensuite, une Cour de Cassation qui supervise l'ensemble des tribunaux et autres éléments d'ordre judiciaire ; et enfin, la « Préfectorale », corps informel, mais puissant, qui assemble les préfets en exercice dans les régions et départements, ainsi que leurs cohortes de sous-préfets, sans oublier « l'amicale » des anciens préfets, le tout sous la houlette du Ministre de l'Intérieur (par ailleurs patron des services de police). Le poids réel de chacun de ces « corps » est très variable selon la vigueur du Président de la République et de son gouvernement, mais il n'est jamais négligeable et il semble s'être renforcé depuis deux ou trois décennies.

Veiller à la pleine responsabilité des Ministres et du Gouvernement qui les assemble. Conforter les institutions judiciaires. Mieux encadrer et orienter les forces de police. Redéfinir les missions utiles du Ministère des Armées Dégraisser le mammoth administratif. Telles devraient être les tâches prioritaires d'un gouvernement s'adaptant le mieux possible aux besoins réels d'une France qui rêve à son passé, mais ne prépare guère son avenir dans le monde tel qu'il devient. Il faudrait, enfin, par priorité suprême, dégager des moyens supplémentaires pour combattre le chômage, mais c'est un exploit qui semble s'éloigner d'année en année...

Ce serait pourtant le moment de recourir à certaines des possibilités « exceptionnelles » que la triste Constitution en vigueur laisse ouvertes, pour s'attaquer au chômage, à grand coup d'ordonnances, si ce n'est par voie référendaire. Pour faire quoi ? Je suggère de rétablir un service civique obligatoire non point à des fins militaires, mais pour dégager des centaines de milliers de jeunes d'un marché du travail qui ne peut les absorber de sitôt et pour canaliser leur temps de service civique vers des urgences dans les quartiers insécures et dans les zones rendues périlleuses par des accidents naturels ou des ruées saisonnières, etc. En veillant évidemment à dépayser les « conscrits », à les encadrer, à les former à leurs devoirs. Avec quels cadres et quelles ressources ? En mêlant à ces fins des éléments de la fonction publique excédentaire et de suffisants grappillages budgétaires. Notamment en préparant, de ce fait et par des expériences diversifiées, les réformes majeures dont maints services scolaires, sanitaires, administratifs et

autres ont grand besoin, tant leur efficacité est réduite par la tradition bureaucratique et les raideurs centralistes chères aux usages français.

Tout ceci, sans perdre de vue les besoins économiques que le traitement européen et mondial de la crise peut seul satisfaire durablement (cf. : n° 11) mais auquel la France doit se préparer et se consacrer du mieux possible. Sous cet angle, les efforts déjà engagés ou préparés pour créer, aux côtés de banques commerciales mieux surveillées, des établissements financiers relevant directement de pouvoirs ou de contrôles publics (d'échelle française ou européenne) doivent être poursuivis et renforcés. Non point pour secourir les secteurs en crise, mais plutôt pour les rénover et, mieux encore, pour favoriser les innovations prometteuses et les alliances pertinentes. Sans faire du secteur public un enclos protégé, mais en sachant lui faire jouer un rôle pertinent dans le conflit durable entre les États et les FMN (cf n°6). C'est-à-dire en combattant sans répit le néo-libéralisme anti-étatique qui est générateur de crises récurrentes.

Plus généralement, c'est-à-dire en visant les prochaines décennies, sans bâtir des priorités hypothétiques, tant les facteurs mondiaux ou européens pèseront sur notre avenir, il faut souligner les transformations sans lesquelles la France continuera de dériver vers ce qui, déjà, la menace : n'être plus qu'une quantité modeste, sinon négligeable, dans le bâti d'un nouveau système mondial. De ce point de vue, la première des priorités doit être une réorganisation des pouvoirs publics pour éliminer le césarisme ravivé par de Gaulle et badigeonné d'un vernis démocratique par l'élection du Président de la République au suffrage universel direct. Dans un monde turbulent, il convient de rétablir un système parlementaire, compatible avec celui des autres pays principaux de la Communauté Européenne, mais abrité des petites manœuvres que la France a chéries avant sa V<sup>e</sup> République.

Par contre, les souplesses délibératives qui existent déjà dans la pile des pouvoirs descendant jusqu'au dernier des villages devraient être mieux canalisées : par la réduction considérable des étages de cet empilement que j'ai déjà évoquée ; mais aussi par une clarification des pouvoirs pratiques, afin que, par exemple, le scolaire soit géré à l'échelle des collectivités concernées, cependant que l'universitaire serait émancipé de ce type de référence. Dans le même esprit, toutes les autres missions accaparées par des ministères centraux et fragmentées à tous les niveaux de la pile administrative, sous les regards de la

Préfecturale, devraient être agencées, délocalisées et dotées de hiérarchies propres, sous le contrôle des pouvoirs régionaux et locaux gérant les aires où elles se déploient concrètement. Sans que des corps de fonctionnaires recrutés par des concours nationaux, puis titulaires de carrières à vie dans des postes pérennisés soient partout de règle, alors que leur existence et leur statut figent la société, dans un monde en transformation rapide. De nouvelles organisations du travail administratif, des carrières mobiles et changeantes, des recyclages novateurs seront à agencer, ce qui ne pourra être fait utilement que par de sérieuses concertations entre les syndicats des agents actuels, les directions en cours de rénovation et des échantillons de candidats éventuels, toutes opérations à renouveler périodiquement.

Chemin faisant, il faudra apprendre à marier les financements budgétaires avec d'autres ressources clairement connues ; à composer des équipes mêlant, pour des missions temporaires ou durables, des « fonctionnaires » (aux statuts divers) et des « salariés du privé » (aux contrats variables). Mais aussi des nationaux et des citoyens d'autres pays. <sup>79</sup> Dans le même esprit, l'ensemble des aides « sociales » ayant un coût budgétaire (national ou local, général ou spécialisé, etc.) devra faire l'objet d'inventaires périodiques pour en tester la pertinence et en réformer – si besoin est – les modalités. Mais je n'esquisserai aucune perspective à ce propos, tant il faudrait de place et de temps pour en décrire schématiquement le dédale.

Pour bien finir le 21<sup>e</sup> siècle, la France devrait s'investir pleinement dans les deux entreprises de portée mondiale où elle est déjà engagée de fait, mais dont elle ne conçoit pas clairement la valeur centrale et la portée tout à fait décisive pour l'avenir collectif des Français. L'une est d'en finir avec son passé colonial et de bâtir avec les séquelles de cette histoire un avenir pertinent, alors que la décolonisation n'est pas encore pleinement maîtrisée, un demi-siècle après la fin de la triste guerre d'Algérie. La conduite de cette politique pleinement émancipatrice – mieux engagée aux Antilles qu'en Nouvelle Calédonie et inégalement esquissée dans les diverses parties de l'Afrique, etc. – devrait se libérer des alibis que lui procure l'inéluctable extension d'une

---

<sup>79</sup> Ainsi viendra le temps où l'enseignement des « langues étrangères » sera toujours confié à des nationaux de pays où la langue à enseigner est d'usage courant. Et ce, dès que possible, dans toute l'Europe.

francophonie dont le centre de gravité s'éloignera de plus en plus de Paris...- pour combattre courageusement les « assistances » (monétaires, financières et militaires) qui sont souvent des faux semblants masquant des jeux affairistes. L'autre entreprise de grande portée internationale concerne bien évidemment la participation française au développement d'une Europe efficacement unie. La survie ou non de l'OTAN, l'agencement d'une coopération militaire propre à l'Europe, l'ancrage politique de la dissuasion nucléaire et la participation à d'éventuels efforts de dénucléarisation <sup>80</sup> et de limitation des exportations d'armements, l'approfondissement des relations de toute sorte entre l'Europe, la Chine et les principales autres puissances seront des plus souhaitables, surtout si la France réussit à rabattre son caquet en y participant.

En effet, il faudra « tuer le coq gaulois » pour bien servir l'avenir européen et bénéficier de ses succès. Tant qu'à méditer sur des coopérations européennes de plus en plus riches et variées, mieux vaut commencer par réfléchir aux « ententes » réellement « cordiales » à développer avec une Angleterre qui a perdu l'empire des mers et avec une Allemagne qui est sortie du 20<sup>e</sup> siècle, honteuse et meurtrie. L'exemple franco-allemand est aujourd'hui le plus prometteur, comme si deux guerres mondiales – faisant suite à plusieurs siècles de méfiance belliqueuse – avaient purgé ces deux nations de leurs ambitions déraisonnables. La France pourrait souvent prendre modèle sur l'Allemagne actuelle pour réformer ses structures administrativopolitiques. L'Allemagne pourrait continuer sur sa lancée présente qui lui fait découvrir certains des charmes d'une vie à la française. Mais l'une et l'autre auront aussi beaucoup à apprendre des pays riverains de la Mer du Nord et de la Baltique, souvent sages et réfléchis, et sans doute aussi des riverains de la Méditerranée quand une suffisante assistance bien contrôlée les aura sauvés des folies auxquelles un euro mal conçu et étendu de façon laxiste les a conduits.

---

<sup>80</sup> Si du moins les États-Unis et d'autres puissances nucléaires s'y engageaient réellement...



**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE****(13)**

---

**La gloire des femmes**

[Retour à la table des matières](#)

Vue de France, cette gloire n'est pas douteuse. Sans doute, aucune Ségolène, ni aucune Martine n'a rejoint jusqu'ici la cohorte des Thatcher et autres Merkel <sup>81</sup>, à la tête d'un État européen, mais ça ne saurait tarder – d'ailleurs, ce n'est pas le plus important. Le fait essentiel est que les femmes sont de plus en plus nombreuses dans l'enseignement, la justice ou la santé, etc. Que leur progression est certes plus lente dans l'industrie et la haute administration, mais ça vient. Qu'elles ne sont donc plus cantonnées dans les tâches quasi-ménagères, mais débouchent sur le marché du travail, de façon si fréquente qu'elles ne tarderont pas à occuper, puis à dépasser la moitié des emplois salariés de toute sorte. D'autant que les hommes « qui restent à la maison » par force ou par goût ne sont plus de rarissimes exceptions.

En cela, la France n'a rien d'exceptionnel. Aujourd'hui, dans presque toute l'Europe, même méditerranéenne, les fronts de lutte se déplacent ; il s'agit de faire place aux candidatures féminines dans les élections à tout niveau, de « briser le mur de verre » qui bloque leur passage vers les directions, dans les entreprises comme dans les ministères. Cela se produira inéluctablement. Encore en France, pour

---

<sup>81</sup> Et de quelques scandinaves, leaders incontestées de l'émancipation féminine.

détailler un peu. L'admission des filles dans les études secondaires et supérieures fut une conquête des années 1920 et 1930. Le droit de voter leur fut chichement accordé en 1945. La contraception et l'avortement sont sortis de la clandestinité répréhensible une bonne dizaine d'années plus tard. Sous divers angles, le droit de la famille a été amélioré et assoupli, jusqu'à ce qu'en 2013 – je dis bien 2013 ! – le « mariage pour tous » soit venu rendre à tous les humains vivant en France le droit de bâtir à leur guise leur vie familiale. Et ainsi de suite : il reste sans doute encore bien des retouches à apporter à maintes branches du droit pour en finir complètement avec l'infériorité légale des femmes, mais la route est ouverte.

Les Françaises prises en exemple n'ont pas été les premières à conquérir leur *liberté*, à progresser vers une parfaite *égalité* avec les hommes et à nouer avec ceux-ci des liens d'une véritable *fraternité*. En Amérique du nord et dans une large partie de l'Europe <sup>82</sup>, une puissante modernisation civilisatrice est en cours. Dans le reste du monde, les évolutions du statut féminin sont visibles en divers pays, du Mexique à l'Afrique du nord et à la Chine. Mais presque partout ailleurs, les traditions patriarcales et les disciplines religieuses tardent à desserrer leur corset. Ainsi, dans les pays musulmans où les femmes d'une génération récente, mariées dès avant 18 ans sont 2% à peine, en Algérie, alors qu'elles atteignent les 17 à 19 % de l'Égypte à la Palestine, dépassent les 33% au Soudan et culmineraient au delà de 45 % en Somalie et au Sud Soudan, pays où, il est vrai, l'art du recensement démographique n'a guère de spécialistes. Ces données sont d'autant plus regrettables que, dans ces mêmes pays, les pressions religieuses se marient souvent à des revendications politico-militaires exaltant les jeunes générations de mâles.

Pourtant, là-bas et à contre-courant, l'émancipation féminine est inévitablement stimulée par le spectacle du monde que les médias modernes laissent filtrer, même à travers les pires censures. Elle gagne inévitablement du terrain quand la scolarisation apparaît puis s'étend ; quand l'activité se déploie hors l'enceinte familiale ; quand un marché du travail s'élargit ou quand la modernité technique répand ses tentations. Le désir d'une autre vie est aussi nourri par l'exil, même s'il est

---

<sup>82</sup> Même dans les Balkans et la Turquie... Pour plus de détail, voir le *Population Reference Bureau* américain.

d'abord contraint, car toute ouverture sur le vaste monde est dommageable pour les wahhabites <sup>83</sup> et autres gardiens des mœurs « ancestrales ». Les échos en provenance des diasporas et les images d'autres vies font place à des moteurs encore plus puissants quand l'école peut s'en mêler, même si ses méthodes sont guindées et ses programmes mesquins. Les scolarisées touchées par ces éveils ne sont pas seules en cause, car les femmes enfermées dans la dépendance traditionnelle peuvent, elles aussi, devenir des ferments de révolte, autant ou plus que leurs virils contemporains.

Il suffit de changer d'échelle, pour comprendre que le monde moderne enflamme de mille façons l'étaupe des traditions « immémoriales ». Quelques milliards supplémentaires de Terriens dont la durée moyenne de vie s'allongera vont inéluctablement « déranger » l'ordre établi en maintes régions. L'installation et l'activité de ces masses, traversées de courants migratoires multi-directionnels, déformeront la géographie du peuplement, des ressources alimentaires, des besoins en eau, des « services publics » (ou *utilities*), des réseaux d'échanges, de transports, d'énergie, d'information et d'informatique. Sans préjuger de l'allure nouvelle que prendra peu à peu le système mondial (cf. : n° 11), on doit évidemment s'attendre à une forte évolution corrélative des mœurs, des familles et des micro-collectivités. Compte tenu des évolutions déjà accomplies ou fortement amorcées et des promesses perceptibles, un durcissement de la « condition féminine » est tout-à-fait invraisemblable dans la suite du 21<sup>e</sup> siècle, même si, en maintes régions, des retards se constateront inéluctablement avant d'être rendus de plus en plus visibles et scandaleux par leur rareté même.

La gloire des femmes devenant « des hommes comme les autres » se jugera aux inflexions qu'elles sauront (*ou non*) donner aux sociétés où leur émancipation multiforme deviendra vite sensible par « tout un chacun ». Souvent surchargées de travail, sauront-elles pousser à l'allègement du travail contraint, tant pour les adultes que pour les enfants ? Souvent attentives aux bébés et aux vieillards, sauront-elles faire évoluer les façons d'agir, depuis la prime éducation jusqu'à la mort raisonnablement maîtrisée et gérée ? Souvent gestionnaires des deniers familiaux, sauront-elles étendre leur contrôle aux éventuelles

---

<sup>83</sup> Secte musulmane ultra-réactionnaire qui tient lieu de police des mœurs dans la riche Arabie saoudite.

« fortunes » familiales et en orienter de façon plus pertinente la distribution et l'emploi ? Sauront-elles affiner l'idée même de cette « pertinence » jusqu'à la faire inscrire dans des lois simples et sages ? Sauront-elles, pour ce faire comme à toutes fins utiles, se mêler à l'administration et à la gestion politique de leur société – depuis la collectivité la plus locale, jusqu'à leur pays tout entier et au monde qui l'entoure ? Bref, sauront-elles distiller de nouvelles doses de sagesse politique – c'est-à-dire collective – dans un univers social qui deviendra *davantage* le leur ?

Soyons virils – et virilement autocritiques ! Aideront-elles à ajouter du sérieux et de la réflexion à la gestion culturelle et politique de nos sociétés (du national au mondial) ? Je n'ai pas inclus la gestion économique <sup>84</sup> dans cette dernière question, car les choses étant ce qu'elles sont, du national au mondial, dans ce domaine, elles ne pourront que faire mieux !!!

---

<sup>84</sup> Voir notamment l'excellent ouvrage dû à **Anat Admati** et **Martin Hellwig**, co-auteurs de « **The Bankers New Clothes - What is Wrong with Banking and What to Do about it** » (Princeton University Press, 2013).

**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE****(14)**

---

**Les grandes eaux**

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est pas facile de partager la surface de la Terre entre les terres émergées et les eaux presque omniprésentes. Mieux vaut faire comme nos ancêtres quand ils apprirent à naviguer. Les rivages lacustres, fluviaux ou maritimes n'acquirent pas de sitôt la belle simplicité que leur donnent les cartographes. Il fallut d'abord les parcourir et les reconnaître, par un labeur incessant. Aujourd'hui encore, leurs limites bougent et il en sera de même demain. Qu'elles déferlent ou disparaissent, les eaux courent toujours. Cette observation triviale concerne pourtant ce qui va devenir l'un des principaux chantiers de l'humanité – et ce, dès avant la fin de notre 21<sup>e</sup> siècle.

On peut dire que les eaux recouvrent un peu plus de 70% de la superficie terrestre. Mais pour détailler leur fluctuant ruissellement, mieux vaut partir des eaux d'accès commode, même si elles ne sont jamais bien « fixées ». Aujourd'hui des « lacs intérieurs » semblent stables comme l'immense Baïkal sibérien ou prennent forme, comme la Mer Morte, héritière d'un fleuve Jourdain qui disparaît, tandis que les cinq « Grands Lacs » étatsuniens perdent de l'ampleur. Mais « demain sera un autre jour » pour ces eaux, comme ailleurs. Je vais donc m'en tenir aux « grandes eaux » richement nourries par les océans et les très grands fleuves.

Du Pas de Calais au fond du Golfe de Bosnie, des siècles d'expérimentation nautique, de guerres tant terrestres que navales et d'incessantes pirateries ont peu à peu donné naissance à de plus aimables pacifications, par verrouillage danois d'un étroit Kattegat, par ligue hanséatique des marchands, allemands et autres. Parfois tumultueux, ces bons exemples pilotés depuis Copenhague ou Lübeck ont peu à peu été enrichis, surtout quand Hollandais et Anglais ont renoncé à leurs pirateries respectives, pour appliquer vers la fin du 17<sup>e</sup> siècle un *jus gentium* – cet aïeul des « droits de l'homme ». Mais la France et d'autres riverains ont tardé à suivre cet exemple, puis à le transposer vers le grand large où, à la suite des Portugais, une navigation de haute mer a peu à peu gagné les « Indes » d'Asie et de Chine et bientôt aussi, les « Amériques » d'outre-Atlantique. Des historiens centrant leurs visées sur Java et d'autres ancrages asiatiques peuvent nous apprendre, de même, comment guerres, pirateries et empires ont plus ou moins pacifié les étroits défilés fluviaux ou maritimes du sud-est asiatique, avant que la boussole et le multimatage de hauts navires, suivis par la machine à vapeur et autres bienfaits de la révolution industrielle aient permis d'étendre – et finalement d'unifier – le système mondial des États.

Transposée au cœur des continents terrestres, la même exploration se heurte à des difficultés qui s'avivent aujourd'hui encore. Sur les océans, les États ne sont représentés que par des forces marines, sous-marines ou aériennes, selon le siècle. Au cœur des continents, les États sont en formation ou présents de multiples côtés, si bien que l'utilisation des eaux fluviales (et des lacs qui leur servent de réservoirs) est l'enjeu de conflits où les disgrâces de la nature et les ambitions nourries par des sociétés aux forces inégales s'entremêlent en tensions multiples. A tout seigneur, tout honneur, commençons par le Nil africain qui se déploie sur près de 6 700 km, surclassant le Mississipi-Missouri nord-américain et l'Amazone brésilienne qui s'étirent, l'un et l'autre sur à peu près 6 200 km. Puis pour diversifier la gamme des continents visités, suivons aussi les cinq grands fleuves qui descendent de l'Himalaya. Autour du géant africain, le chapelet des États tarde à se parachever, car les terres soudanaises sont de découpe enco-

re disputée, tandis que l'installation des hauts barrages <sup>85</sup> reprend à frais nouveaux, maintenant que les massifs éthiopiens commencent à s'équiper : partage des eaux, réglage des crues, forces et faiblesses des États riverains, un avenir continental s'y jouera. En Amérique du sud où le Brésil prédomine et se renforce, peu de tempêtes fluviales semblent à craindre, sauf sur les confins andins où les eaux du « système paranal » se partagent mal, avec des conséquences qui peuvent retentir jusqu'à Buenos Ayres. Quant au faisceau des cinq fleuves d'inégale longueur que déverse l'Himalaya <sup>86</sup>, son géant – non par la taille (2 500 km) mais par l'histoire – est le Gange, enflé par l'Indus et que rejoint le Brahmapoutre (2700 km), avant de se jeter dans la marmite d'inondations et de tempêtes qu'est le débouché du Gange sur le Golfe du Bengale. Plus à l'ouest, l'Irrawaddy birman et le Chao Praya thaïlandais ajoutent leurs troubles variés à ceux dont le Mékong est le théâtre, notamment dans son parcours cambodgien. Ici, dans le sud-est asiatique (entre le 25<sup>e</sup> nord et l'Équateur) se concentre un paquet de problèmes riches d'avenir, mais difficiles à classer. Est-ce la capture des eaux pour en tirer de l'électricité ou/et des capacités d'irrigation ou bien les désordres de l'habitat fluvial, de plus en plus dense vers l'aval, qui causeront les principales crises ? Est-ce l'inégalité des États riverains, leurs disputes frontalières ou les occasionnels efforts pour faire renaître d'anciens États qui déboucheront sur des guerres diversement mêlées à ces crises ? Est-ce aux initiatives d'envergure diverse d'États plus lointains, mais riches de projets économiques, politiques ou culturels (religieux, par exemple) qui envenimeront les risques locaux ? Et ainsi de suite : le sud-est asiatique est une zone vulnérable du système mondial actuel, peut-être plus inflammable que le Proche et Moyen-Orient qui guerroye depuis des décennies ou que les grands vides d'État dont souffre l'Afrique semi-désertique de la Mauritanie au Botswana...

Jadis, de grands travaux ont parfois modifié le cours des eaux ou les commodités qu'elles offraient : par des barrages longtemps fragiles, par des digues plus faciles à entretenir, parfois même par de

---

<sup>85</sup> Qui fit d'Assouan, au cours des décennies 1950-1970, un des hauts lieux de la « guerre froide ».

<sup>86</sup> Le plus long est le Houang-ho (4800 km) qui fut rebaptisé Fleuve Rouge, quand le Tonkin était colonie française, tandis que son voisin, le Mékong (4200 km) traversait le Cambodge avant de gagner la Mer de Chine.

« grands canaux » dont le record chinois ne fut pas surclassé quand Suez et Panama connurent la gloire vers la fin du 19<sup>e</sup> siècle. Aujourd'hui encore, on élargit ces canaux et la Chine se singularise en visant d'énormes déviations depuis le Yangzi jusqu'aux abords de Pékin. D'autres liaisons océaniques adviendront assurément, par exemple pour éviter le détroit de Malacca. Partout, il s'agit de frayer passage pour les énormes porte-conteneurs qui ont énormément allégé les coûts de transport maritime. Joint aux pipelines, ils « raccourcissent » la planète Terre. Les courants marins de surface, si précieux aux temps de la marine à voile, trouvent désormais de nouveaux usages pour des sociétés avides d'énergie éolienne, de marée motrice et d'autres venues. Quant à savoir si les courants des profondeurs sont dangereux pour l'exploitation des ressources pétrolières ou minérales des fonds océaniques, l'affaire ne semble pas tranchée, ni facile à éclairer : les intérêts des FMN, les précautions des assurances et les curiosités scientifiques ne font pas bon ménage pour juger de ce qui se passe à 6 km de la surface ou plus bas. Mais la recherche scientifique l'emportera finalement, si les richesses des nodules métalliques, des roches chargées en « huiles de pierre » et des autres ressources minérales nourrissent les curiosités autant que les avidités.

Au reste, c'est aussi la richesse alimentaire des océans qui attirera de plus en plus l'attention. Les « pêcheurs de perles » sont des glaneurs d'huitres, au regard des pêcheries industrielles qui draguent toutes les eaux et raclent même les bas fonds, si bien qu'une police de leurs travaux devient urgente, tandis qu'en surface l'aquaculture commence à déployer ses élevages poissonniers hors les fjords et autres niches favorisant l'installation de bassins superficiels. Même les ressources délaissées sont réexaminées, telles des algues sources d'aliments et matières premières industrielles (engrais, énergies et médicaments).

Les immenses océans sont surveillés par d'imposantes flottes, riches d'une gamme de navires « à toutes fins utiles » et aptes à projeter ce qu'il faut d'escadrilles aériennes et de drones pour se faire entendre. Comme il est de règle dans le présent système mondial, les escadres américaines sont omniprésentes (y compris leurs alliés, telle l'Australie) et surpuissantes. Même le Japon, ancien conquérant du Pacifique, et la Chine qui monte en puissance, mais avec modestie et prudence (apparentes ?), sont très loin d'égaliser la « présence » améri-



caine et de recueillir autant d'appuis qu'elle. Les autres puissances s'en tiennent à des intérêts plus locaux, surtout en Atlantique. L'ancienne impératrice des mers, la Grande-Bretagne des 18<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles se contente, assez modestement, de ses « liens spéciaux » avec les États-Unis. Du côté de l'ONU, on est discret ou distrait, d'autant que de multiples conventions internationales de « droit maritime et fluvial » entrelacent leurs normes et contrôles (éventuels) en une joyeuse pagaïe. La mer a son réseau de juristes (la *Lex Maritima.net*), mais les juges en sont divers et fluctuants. <sup>87</sup>

Pourtant, la suite du 21<sup>e</sup> siècle va déplacer le centre de gravité du système mondial, non pas loin des terres, mais plus que jamais vers les mers et océans. Il y a en effet de fortes chances que maints habitats permanents se développeront sur certaines de leurs surfaces. Ce qui existe aujourd'hui sous forme d'îles flottantes, équipées de derricks et liées en petites grappes où s'activent les « marins du pétrole » préfigure vraisemblablement d'autres formes d'habitat pour d'autres finalités. Les champs éoliens, les parcs d'aquaculture, les bassins de pisciculture, rejoints par d'autres îles de dimensions variables (et finalement croissantes) vont proliférer peu à peu. Je ne dirai pas où, ni pour quoi faire, car je ne suis pas devin, mais je tiens pour hautement probable que des îles plus ou moins flottantes, des navires désaffectés et d'autres « radeaux industriels » se multiplieront. Que les spécialistes amstellodamois de l'habitat flottant et leurs émules écossais – et autres fabricants d'ilots pétroliers - auront une abondante descendance. Cela me paraît évident, comme la prolifération automobile paraissait évidente aux Renault et Ford du jeune 20<sup>e</sup> siècle. Mais je n'essaierai pas de désigner le levier qui remplacera l'auto, car il y en aura beaucoup et la légende les triera plus tard.

Si vous prenez cette hypothèse au sérieux, maints problèmes vous viendront à l'esprit, qui, tous, éclairent des aspects importants de notre système mondial – bien terrestre - aujourd'hui en transformation déjà sensible. Les eaux « territoriales » actuelles déboucheront-elles sur d'immenses zones sans « droit du sol », c'est-à-dire sans droit de s'y

---

<sup>87</sup> Toutefois l'OIT (Organisation mondiale du Travail) est fière d'annoncer que la « convention du travail maritime », adoptée en 2006, deviendra obligatoire, à compter du 20 août 2013, car elle a été ratifiée par 45 États représentant plus de 70% du tonnage brut mondial.

installer et comment se bâtira et sera géré ce droit extérieur à l'espace aujourd'hui « juridifié », c'est-à-dire étatisé ? Comment concevoir l'équivalent océanique de l'état-civil, du cadastre, du permis de construire, du droit de résidence, de la « collectivité locale » et de la pyramide (ou de la « ligue ») où chaque « collectivité océanique » trouvera voisinage et renfort ? Faut-il voir dans l'Alliance du Pacifique <sup>88</sup> un débordement prometteur, du continent vers l'océan ? Faut-il voir dans les projets de « zone » <sup>89</sup> un autre exemple de découpage économique-politique dans l'espace océanique ? Ou bien faut-il attendre que les repérages satellitaires viennent offrir les moyens de connecter des « zones », des « ligues » et des « alliances » de bien d'autres types ? En tout cas, la perspective est ouverte : le système mondial ne tardera pas à inclure les espaces océaniques. La haute mer des aventuriers et des affairistes a des chances de disparaître ou, en tout cas, de se réduire.

---

<sup>88</sup> Constituée autour du Mexique et du Chili, avec la Colombie et le Pérou et d'autres riverains.

<sup>89</sup> Voir les *Annales des Mines* – série *Responsabilité et Environnement*, n° 70 d'avril 2013.

**POUR BIEN FINIR LE 21<sup>e</sup> SIÈCLE****(15)**

---

**22, v'là l'vingt-deuxième siècle !**

[Retour à la table des matières](#)

L'aura-t-on bien fini ce 21<sup>e</sup> siècle ? À vous d'en juger, mais aggravant mon cas, je vais imaginer ce que sera devenu notre monde en ce temps lointain ! Les États-Unis seront encore la principale puissance, tout en ayant perdu beaucoup de leur superbe. Leur peuplement à dominante afro-latino sera marbré de diverses zones d'Asiatiques et aussi d'ex-WASP<sup>90</sup>, mais pour ce qui est du pilotage des Amériques, ils devront compter avec le Brésil et d'autres pays. Je ne sais si l'Europe Unie se sera émancipée de la tutelle des USA ou si l'Angleterre, forte de ses « liens spéciaux » avec ceux-ci, les aura entraînés vers une co-influence diluant, à l'échelle mondiale, d'anciennes façons de faire, telles la *Couronne*, la *City* et autres trucs-à-l'anglaise. Toujours est-il, qu'outre l'Europe, plusieurs ensembles semi-mondiaux auront pris forme, non sans d'occasionnels chevauchements. Ainsi on trouvera la Chine partageant avec le Japon et les Corées (unifiées ?) la mise en ordre du nord-est asiatique, tandis qu'elle exercera avec la Russie (et d'autres États, étalés de la Mongo-

---

<sup>90</sup> Les **White Anglo Saxon Protestants** pèseront encore lourd dans une moitié des États et dans bon nombre d'institutions politiques et financières, sinon culturelles.

lie au Kazakstan) une responsabilité du même ordre, cependant qu'avec l'Inde et le Pakistan, à demi réconciliés par ses soins, la triangulation de l'influence demeurera plus délicate. La situation la moins équilibrée se trouvera encore au Proche et Moyen-Orient : non par le fait d'une Egypte qui aura appris (en valorisant le Nil de bas en haut) à pacifier le nord-est africain et à coopérer avec tout le Maghreb, mais bien par l'effet de peuples encore très turbulents. Néanmoins, on peut espérer qu'à demi-encagé avec une Turquie bien assise, un Iran en plein essor, une Arabie islamo-pétrolière et plusieurs petits États dûment « reconnus »<sup>91</sup>, Israël aura enfin appris à bien se tenir – et même à « se retenir » - dans cette région naguère si belliqueuse. Quant à l'Afrique, immensément peuplée tout au long du 21<sup>e</sup> siècle, elle aura accepté - fut-ce par contrainte – de se laisser piloter, par pans entiers, ici, par un Kenya, là par un Ghana ou une Union sud-africaine, ailleurs par une Côte d'Ivoire ou même un Sénégal.

Dans chacune de ces zones d'échelle semi-mondiale, une variante locale de l'ONU aura pris forme, si bien que le Conseil de Sécurité et d'autres agences de l'ONU pan-mondiale auront pu élaguer beaucoup de branchages inutiles, à moins que certains d'entre eux aient été « délégués » à quelqu'une des « sous-ONU » précitées. Ne rêvez point : les guerres n'auront pas disparu, mais leur contribution aux taux de mortalité sera presque partout réduite. Les principaux problèmes démographiques tiendront à la longévité accrue des populations. De ce fait, les ambitions, toujours plus répandues, en matière de sécurité sanitaire et d'assurances pour les revenus d'un vieil âge allongé, pèseront lourd dans la vie politique. D'autant que l'immigration devenue multi-directionnelle dans l'espace mondial, sera souvent réversible aux divers âges de la vie (ou, aussi, selon les phases de la croissance économique « régionale »). Le tout sera riche d'interférences avec l'émancipation des femmes. Bref, les questions « sociales » dont la vie politique des nations « avancées » des 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècles a parfois été saturée, se poseront en termes très vifs dans la plupart des « régions mondiales ».

Mais pas au point de faire oublier les autres questions « sociales » que posera la « vie de travail » des générations actives – sinon séden-

---

<sup>91</sup> Liban, Kurdistan et deux ou trois pans de l'ex-Irak...Peut-être même une Palestine, héritière des ex-Jordanies.

taires – où la diversité des âges, des sexes et des cultures sera souvent très bariolée. Jeunes gens qui aimez l’aventure intellectuelle, spécialisez-vous dans la sociologie, vous aurez « du pain sur la planche » ! Les siècles précédents ont créé – puis diversement transformé – des groupements plus ou moins volontaires débordant des collectivités locales, mais que deviendront-ils ? Le parti, le syndicat, l’association (aux finalités si diverses), sans oublier l’église, la loge ou mille autres formes de « rassemblement » s’enrichiront-ils de nouveaux modèles ? De contenu plus « international » ? De direction plus souvent féminine ? Comment se transformeront les agences éducatives qui sont, aujourd’hui encore, tantôt religieuses ou étatiques, voire marchandes ? Dans cette gamme immense (que j’ai fortement condensée) comment sera vécue chacune des novations qui déjà s’esquissent, de par l’effet d’une révolution numérique, âgée d’un demi-siècle à peine ? Et ainsi de suite, dans des sociétés où la recherche et la maximisation du bonheur collectif a déjà bien dépassé les espérances promues jadis par André Gorz et quelques autres philosophes ... Peut-être l’une des clés des transformations intimes de la vie sociale se trouvera-t-elle dans le développement – infiniment multiforme – de l’art, plutôt que dans celui du sport et de quelques autres loisirs. Peut-être que d’anciennes révolutions qui ont culminé dans une devise comme le célèbre « liberté, égalité, fraternité »<sup>92</sup>. se rallieront, avant longtemps, autour d’une nouvelle trilogie, telle que « créativité, sécurité, solidarité » ? Mais je vais cesser de peindre l’avenir idéologique de nos sociétés agglutinées dans leurs « sous-ONU » respectives, pour m’en tenir aux choses que beaucoup de mes contemporains des 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> siècles tenaient pour essentielles : l’économique et le politique.

Il me semble qu’en matière politique, les conflits principaux se centreront sur la fiscalité et le travail. En effet, quelle que soit l’allure d’un libre-échange diversement canalisé dans chaque « région mondiale », les rapports entre États et FMN (cf. : n° 6) se transformeront de façon variable, mais partout la question centrale sera celle des ressources collectables par les États pour faire face à leurs charges propres. De ce fait, la série des novations fiscales<sup>93</sup> aura des chances de

<sup>92</sup> Chanté, mieux qu’appliqué par mes compatriotes.

<sup>93</sup> Dont les grandes étapes depuis le 20<sup>e</sup> siècle ont été : l’impôt sur le revenu, la taxe sur la valeur ajoutée et, parfois, la codification des droits de douane et celle des impôts sur les sociétés.

s'allonger par la création de taxes sur les propriétés dûment localisées (habitat, usines, entrepôts, etc.), car le repérage de cette assiette est aisé et la taxation peut être effectuée par une agence unique, ayant à partager les recettes entre l'État et les niveaux inférieurs de l'administration territoriale selon des normes préétablies. Un tel schéma préfigure peut-être une chasse méthodique aux dérogations, exceptions et autres exemptions qui cachent souvent des ruses et des fraudes, tout en empêchant de clarifier la portée politique réelle de chaque impôt. Mais la réforme majeure à concrétiser État par État et à généraliser à l'échelle des « sous-ONU » (ou plus encore) sera la criminalisation de « l'optimisation fiscale » (cf. : n° 11). En effet des lois bien appliquées, punissant très précisément des crimes et délits, juridiquement bien définis, sera le meilleur blindage garantissant les ressources nécessaires aux États.

L'autre aspect majeur des transformations politiques à escompter – et à stimuler autant que faire se pourra – concerne la propriété des entreprises groupées en FMN : plus les États et leurs « ensembles régionaux » prendront de poids dans ces firmes, mieux se portera la « richesse des nations », n'en déplaise aux profits du capitalisme privé.<sup>94</sup> La société se « socialisera » en faisant glisser de plus en plus la production et la répartition des richesses vers des pouvoirs collectifs, soumettant leurs orientations aux délibérations d'autorités élues au suffrage universel et aux contrôles juridictionnels de magistrats relevant des dites autorités. Ainsi, le reflux de la fraude fiscale locale, nationale et « internationale » (à l'échelle des « sous-ONU ») deviendra l'un des indices du progrès social, autant ou plus que le taux de croissance de la production, et au moins autant que la vitesse de développement des « agences du savoir et de la créativité » qui auront remplacé les écoles et universités d'avant l'âge numérique.

Les conflits internationaux, les armadas énormes et les virtusités des industries « de la défense » dont le 21<sup>e</sup> siècle n'aura pas pu se débarrasser pèseront encore assez lourdement sur le jeune 22<sup>e</sup> siècle,

---

<sup>94</sup> Le poids des États (ou de leurs « unions ») pourrait s'étaler depuis la propriété pleine et entière (telle les ex-« nationalisations ») jusqu'à une représentation obligatoire dans la direction des agences et filiales (de FMN) jugées essentielles (par exemple en matière de « défense » ou « d'endettement ») ou bien se contenter, à tout le moins, d'une représentation pour observation et contrôle (fiscal, par exemple).

malgré l'heureuse fragmentation de leurs potentiels que la multiplication des « sous-ONU » aidera à réaliser. Il n'est pas déraisonnable d'escompter une évolution parallèle vers des traités et des juridictions aptes à concrétiser de plus en plus souvent des « droits de l'homme » [femmes et enfants inclus, comme il se doit] de moindre envolée éthico-philosophique qu'il n'était d'usage au 20<sup>e</sup> siècle, mais d'un pragmatisme de mieux en mieux adapté aux urgences réelles, État par État et « sous-ONU » par « sous-ONU ». Remplacer les utopies pacifistes et les discours généreux par des activités pertinentes et bien ciblées pourrait alors devenir l'une des formes majeures du « progrès social » auquel tant de « républicains », puis de « socialistes »<sup>95</sup> ont consacré maints efforts. Les péripéties du 20<sup>e</sup> siècle ont affadi ces termes, les performances du premier 21<sup>e</sup> siècle ne les ont pas revigorés et n'ont pas non plus fait jaillir le « successeur » qui envelopperait le meilleur de cet héritage non point au moyen de formules nouvelles, mais bien à l'aide d'expérimentations pratiques dignes d'être prolongées, élargies et ajustées aux besoins du temps. En effet, il s'agit d'embrasser dans la recherche du progrès social<sup>96</sup>, le sort des femmes, l'éveil au monde des jeunes générations, l'accueil des migrants, sans oublier le labeur de l'ouvrier et du paysan ni la retraite des vieux, tous termes qu'il faut libérer des connotations de l'ère industrielle où ils ont pris quelque vigueur, pour adapter le tout à un monde en transformation de plus en plus rapide, dans un environnement naturel que l'industrialisation à l'aveugle a rendu plus turbulent.

Il y aura « de quoi faire » pour les multiples milliards d'humains du 22<sup>e</sup> siècle. Bon courage à tous.

Robert Fossaert  
Andresy, mai - septembre 2013

---

<sup>95</sup> Termes par trop europeo-centristes, auxquels il faudrait pouvoir ajouter d'autres exemples tirés d'autres cultures, mais je ne m'y aventurerai pas, faute d'un savoir bien établi à cette fin.

<sup>96</sup> Et de tous ses synonymes « intentionnels » comme il en naît tant en cette fin de crise économique mondiale, vers 2013, moment où ceci est écrit.